



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil n°161 du 16 octobre 2020

- Agence régionale de santé Occitanie (ARS34)
- Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS34)
- Direction Départementale des finances publiques (DDFIP34)
- Direction départementale de la protection des populations (DDPP34)
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM34)
- Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
- Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse sud (DIRPJJ SUD)
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL34)
- Sous-préfecture de Lodève - Bureau des préventions et de la réglementation (PREF34 SPL)
- Voies navigables de France (VNF)

| | |
|---|----|
| ARS34 Arrêté n°110512 autorisation d'exploiter l'eau de la source St Martial commune LES AIRES _____ | 3 |
| ARS34 Arrêté n°110513 modifiant l'arrêté n°2007-I-1205 du 22 juin 2007 _____ | 13 |
| DDCS34 Arrêté n°2020-0166 agrément JEP _____ | 22 |
| DDCS34 Arrêté n°2020-0167 tronc commun d'agrément d'une ass- ociation _____ | 24 |
| DDFIP34 Délégation de signature du responsable trésorerie Mauguio _____ | 26 |
| DDFIP34 Délégation _____ | 28 |
| DDPP34 Arrêté n°DDPP34-20-XIX-082 levée interdiction temporaire de la zone 30-40 des eaux blanches _____ | 31 |
| DDPP34 Arrêté n°DDPP34-20-XIX-083 interdiction temporaire de la pêche, transport, purification ou commercialisation et mise cons- ommation des coquillages Mèze _____ | 34 |
| DDPP34 Arrêté n°DDPP34-2020-XIX-XXX interdiction pêche coquillage des groupes 1 et 2 des zones 34.22 _____ | 37 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11413 de Subdélégation _____ | 41 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11414 de Subdélégation _____ | 43 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11415 _____ | 45 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11416 de Subdélégation _____ | 47 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11417 de Subdélégation _____ | 49 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11418 délégation de signature pour la liquidation des taxes d'urbanismes _____ | 51 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11419 de Subdélégation _____ | 55 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11420 de Subdélégation _____ | 57 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11421 de Subdélégation _____ | 59 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11421 Subdélégation de signature _____ | 61 |
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11422 de Subdélégation _____ | 63 |

| | |
|---|-----|
| DDTM34 Arrêté DDTM 34-2020-10-11423 de Subdélégation _____ | 65 |
| DDTM34 Arrêté n° E 15 034 0021 0 renouvellement agrément B EASY à ST DREZERY-1 _____ | 67 |
| DDTM34 Arrêté n°2020-10-11412 indices des fermages et variations pour 2020 fixant les prix _____ | 70 |
| DDTM34 Arrêté n°DDTM 34-2020-10-11424 mise à l'enquête publique du projet de révision du PPRI Pérols _____ | 80 |
| DGDDI34 Delegation de signature dans les domaines gracieux et - contentieux _____ | 83 |
| DIRPJJ SUD tarification de APEA _____ | 122 |
| DIRPJJ SUD tarification du SOAE _____ | 125 |
| DIRPJJ SUD tarification comité de sauvegarde de l'enfance du bitterois _____ | 129 |
| DREAL34 Arrêté n°DREAL-DBMC-2020-283-001 du 09 octobre 2020 de dérogations aux interdictions relatives aux oiseaux protégés _____ | 133 |
| PREF34 SPL Arrêté n° 20 III 088 DOM ENT ATOUT BOX Ets Second à Nimes _____ | 137 |
| PREF34 SPL Arrêté n°20 III 085 DOM ENT BUREAU CO à Sète ____ | 139 |
| PREF34 SPL Arrêté n°20 III 086 DOM ENT BUR CO BELLEGARDE _____ | 141 |
| PREF34 SPL Arrêté n°20 III 087 DOM ENT MSP Ets Second à Béziers _____ | 143 |
| VNF Arrêté n°2020-011193 Déclaration d'abandon d'un bateau ____ | 145 |



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence régionale de santé Occitanie
Délégation départementale
Service santé environnement**

Courriel : ars-oc-dd34-sante-environnement@ars.sante.fr

Téléphone : 04.67.07.21.92

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

110512

Portant autorisation d'exploiter à des fins de conditionnement l'eau de la source « Saint Martial » située sur la commune de Les Aires, d'incorporer du gaz carbonique et abrogeant l'arrêté préfectoral n°2012-I-101948 du 28 juin 2012 autorisant la société Vernière S.A.S à modifier la dénomination de la source Vernière et la composition de l'eau minérale naturelle VERNIERE

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le règlement CE n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

VU le règlement CE n°882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux ;

VU le règlement CE n°1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE ;

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-7 et R. 1321-1 et suivants ;

VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2007 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux en application des articles R. 1321-24 et R. 1322-44 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié relatif aux critères de qualité des eaux conditionnées, aux traitements et mentions d'étiquetage particuliers des eaux minérales naturelles et de source conditionnées ainsi que de l'eau minérale naturelle distribuée en buvette publique ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source à des fins de conditionnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2013 modifié relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 modifié autorisant la société Vernière S.A.S d'exploiter à des fins de conditionnement l'eau minérale naturelle de la source SAINT MICHEL DE MOURCAIROL située sur la commune de LES AIRES, département de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-I-1341 du 15 mars 2010 relatif à la modification du traitement et de l'étiquetage des eaux minérales naturelles Saint Michel de Mourcairol et La Cairolle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012 -I- 101948 du 28 juin 2012 relatif à la modification de dénomination de la source Vernière et de la composition de l'eau minérale naturelle Vernière ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2015-04-04867 du 30 avril 2015 portant prescriptions particulières sur les prélèvements réalisés par la société Vernière S.A.S située sur la commune des Aires (forages Saint Martial, Saint Michel, Cairolle) dans le cadre de la déclaration au titre des articles L. 214.1 à L. 214.6 du code de l'environnement ;

VU la demande présentée le 25 août 2020 par le Directeur de la société Vernière S.A.S. en vue d'être autorisé à exploiter le forage F1 Saint Martial en eau de source et d'être autorisé à incorporer du gaz carbonique à des fins de conditionnement ;

VU le rapport du Directeur de la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 24 septembre 2020 ;

CONSIDERANT que l'arrêté du 28 juin 1990 accordant l'autorisation d'exploiter, en tant qu'eau minérale naturelle, à l'émergence, après transport à distance et traitement, l'eau de la source « La Vernière » située à Les Aires (Hérault)-est caduque ;

CONSIDERANT que l'arrêté du 9 juillet 1990 accordant, à la Compagnie Générale d'eau de Source, l'autorisation d'embouteiller l'eau minérale naturelle de la source « la Vernière » située à Les Aires (Hérault) est caduque ;

CONSIDERANT les analyses effectuées par le laboratoire Eurofins agréé par le ministre chargé de la santé au titre du contrôle des eaux destinées à la consommation humaine dont celles complètes de février et juin 2020 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

Arrête :

ARTICLE 1^{er} – Objet de l'autorisation

La Société Vernière S.A.S, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter, dans les conditions légales et réglementaires fixées par le Code de la santé publique, ainsi que dans les conditions particulières définies dans le présent arrêté, sur le territoire de la commune de Les Aires, en tant qu'eau de source, l'eau de la source Saint Martial et autorisée à incorporer du gaz carbonique à des fins de conditionnement,

L'arrêté préfectoral n°2012 -I- 101948 autorisant la société Vernière S.A.S à modifier la dénomination de la source Vernière et la composition de l'eau minérale naturelle VERNIERE est abrogé.

ARTICLE 2 – Identification du captage

La source mentionnée à l'article 1^{er} est constituée par l'apport de l'eau du captage Saint Martial indiqué ci-dessous :

| Captage | Coordonnées Lambert 93 | | Altitude NGF | Code BSS | Parcellaire |
|---------------|------------------------|-----------|--------------|------------|-----------------|
| | X | Y | | | |
| Saint Martial | 660 244 | 1 842 853 | 167.50 | BSS002GKDP | 1756 section OC |

ARTICLE 3 – Caractéristiques du captage

Le débit d'exploitation maximal autorisé de la source est de 15 m³/h.

L'exploitation de l'eau de la source se fait par un forage incliné à 70° par rapport à l'horizontale, exécuté en carottage continu de 96 mm de diamètre suivi d'alésage en 159 et 279 mm, équipé d'un tubage en résine-epoxy de 177.8 mm de diamètre dont le sabot est à 15.50 m du sol, et protégé par un abri de 15 m².

L'espace annulaire entre le tubage et le forage a été cimenté sur 15.5 m depuis la surface. Les caractéristiques du forage sont présentées à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 4 – Périmètres de protection du captage

La zone de protection de la source est constituée par un cercle de 4 m de rayon centré sur le captage avec une pente divergente sur l'extérieur.

La protection de la source est également assurée par un drain semi-circulaire atteignant le substratum schisteux muni d'un clapet anti-retour rejetant à l'Orb les éventuels écoulements subsuperficiels.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits tous actes ou travaux de nature à compromettre la pureté de l'eau notamment tout apport d'engrais organique, d'origine humaine ou animale, tout épandage d'eaux usées, tout dépôt d'ordures ainsi que tout pâturage.

La zone de protection est étendue à l'enclos de 195 m² qui ceinture le local du captage et englobe les parties amont du drain de protection et de la canalisation de transport de l'eau vers l'usine d'embouteillage, tel que figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 5 – Traitement de l'eau

Les différentes étapes du traitement sont :

- le dégazage sous vide partiel du CO₂,
- la déferrisation avec diminution de l'ammonium,
- la démanganisation,
- l'adjonction de CO₂ grade agroalimentaire lors de la carbonatation avant soutirage.

Les traitements ou adjonctions autres que ceux mentionnés à l'article 5 de l'arrêté du 17 mars 2007 modifié ne sont pas autorisés.

ARTICLE 6 – Caractéristiques de l'eau

Les principaux paramètres de l'analyse complète réalisée dans le cadre de la constitution du dossier conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source à des fins de conditionnement sont présentés en annexe 3.

La composition de cette eau de source doit en outre respecter les critères de qualité définis par l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié.

ARTICLE 7– Mentions d'étiquetage

Les mentions d'étiquetage prévues aux articles R.1321-87 et R.1321-88 du Code de la Santé Publique sont les suivantes :

- nom de la source : source Saint Martial
- lieu d'exploitation de la source : Les Aires
- dénomination de vente : eau de source avec adjonction de gaz carbonique qui désigne une eau de source effervescente par addition de gaz carbonique
- Marque commerciale : si une désignation commerciale est ajoutée, elle sera notée une fois et demi plus petite que le nom de la source,
- mention pouvant figurer sur les étiquettes : l'indication se rapportant aux autres traitements ayant pour objet la séparation de certains constituants indésirables, à l'exception de l'opération de filtration ou de décantation.

ARTICLE 8 – Description des installations de transport de l'eau

La canalisation entre le forage et l'unité d'embouteillage est une conduite en PVC alimentaire d'un diamètre de 63 mm sur une longueur de 120 mètres. Cette conduite achemine l'eau au local de traitement.

ARTICLE 9 – Règles sur l'exploitation de l'eau de source

En application de l'article R. 1321-55 du code de la santé publique, les installations de production et distribution d'eau, doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes.

L'exploitant veille à ce que toutes les étapes de la production et de la distribution de l'eau de source sous leur responsabilité soient conformes aux règles d'hygiène. Il applique en permanence des procédures d'analyse des dangers et de maîtrise des points critiques.

L'exploitation des installations doit faire l'objet de consignes écrites. Elles précisent notamment :

- les instructions de maintenance, de nettoyage, de détartrage et de désinfection,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident.

ARTICLE 10 – Surveillance de la qualité de l'eau par l'exploitant

La surveillance incombe à l'exploitant et comprend toute opération de vérification du respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux eaux considérées.

L'exploitant veille à ce que toutes les étapes de la production et de la distribution de l'eau sous sa responsabilité soient conformes aux règles d'hygiène. Il applique des procédures permanentes d'analyse des dangers et de maîtrise des points critiques fondées sur les principes suivants :

- 1° Identifier tout danger qu'il y a lieu de prévenir, d'éliminer ou de ramener à un niveau acceptable ;
- 2° Identifier les points critiques aux niveaux desquels une surveillance est indispensable pour prévenir ou éliminer un danger ou pour le ramener à un niveau acceptable ;
- 3° Etablir, aux points critiques de surveillance, les limites qui différencient l'acceptabilité de l'inacceptabilité pour la prévention, l'élimination ou la réduction des dangers identifiés ;
- 4° Etablir et appliquer des procédures de surveillance efficaces des points critiques ;
- 5° Etablir les actions correctives à mettre en œuvre lorsque la surveillance révèle qu'un point critique n'est pas maîtrisé ;
- 6° Etablir des procédures exécutées périodiquement pour vérifier l'efficacité des mesures mentionnées aux 1° à 5° ;
- 7° Etablir des documents et des dossiers adaptés à la nature et à la taille de l'exploitation pour prouver l'application effective des mesures mentionnées aux 1° à 6°.

L'exploitant adapte la procédure à la suite de chaque modification du produit, du procédé ou de l'une des étapes de la production.

Le programme d'analyses de surveillance est défini par l'exploitant en fonction des dangers identifiés selon les principes énoncés ci-dessus.

Les prélèvements et les analyses de surveillance sont réalisés par le laboratoire interne de l'exploitant ou par tout autre laboratoire agréé ou accrédité. L'activité de prélèvement par un agent du laboratoire interne doit être incluse dans le domaine d'application du système de gestion de la qualité mis en place par l'exploitant.

L'exploitant réalise aux points de captage la mesure en continu et l'archivage des données relatives à :

- la température,
- la conductivité,
- la pression ou le niveau hydrodynamique,
- le débit de pompage.

ARTICLE 11 – Contrôle de la qualité de l'eau par les autorités sanitaires

L'exploitant est soumis en outre à un contrôle sanitaire établi conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (article R. 1321-15 du code de la santé publique et textes subséquents).

Ce contrôle doit pouvoir être effectué à tout moment aux points de prélèvement suivants :

- à l'émergence, dans le local abritant la tête du forage,
- avant filtration,
- après embouteillage.

Des robinets en matériaux résistant à la désinfection à la flamme, judicieusement placés en accord avec l'organisme en charge du contrôle, doivent permettre d'effectuer les prélèvements d'échantillons d'eau, en vue des analyses de contrôle.

Les prélèvements d'échantillons d'eau sont effectués par ... les agents d'un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé dans les conditions mentionnées à l'article R. 1322-44-3 du code de la santé publique.

Les frais des prélèvements et des analyses de la surveillance et du contrôle sanitaire de l'eau ... sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 12 - Modifications

Tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans le présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet, conformément aux dispositions des articles R. 1322-12 et suivants du code de la santé publique.

La consultation d'un hydrogéologue agréé est obligatoire lorsque les modifications demandées concernent le débit d'exploitation.

Le changement du nom de la source, du propriétaire ou de l'exploitant, sans modification des conditions d'exploitation, fait l'objet d'une déclaration au préfet.

ARTICLE 13 - Recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa notification à la personne responsable de la SAS Vernière.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 14 - Sanctions

L'inobservation des prescriptions du présent arrêté peut donner lieu à l'application des dispositions des articles R. 1324-1 et suivants du code de la santé publique.

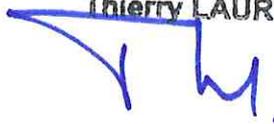
ARTICLE 15 – Notification, exécution

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société Vernière S.A.S, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le Sous-Préfet de Béziers, le maire de la commune de Les Aires, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et les autres chefs de services compétents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant dans la forme administrative et publié au recueil des actes administratifs.

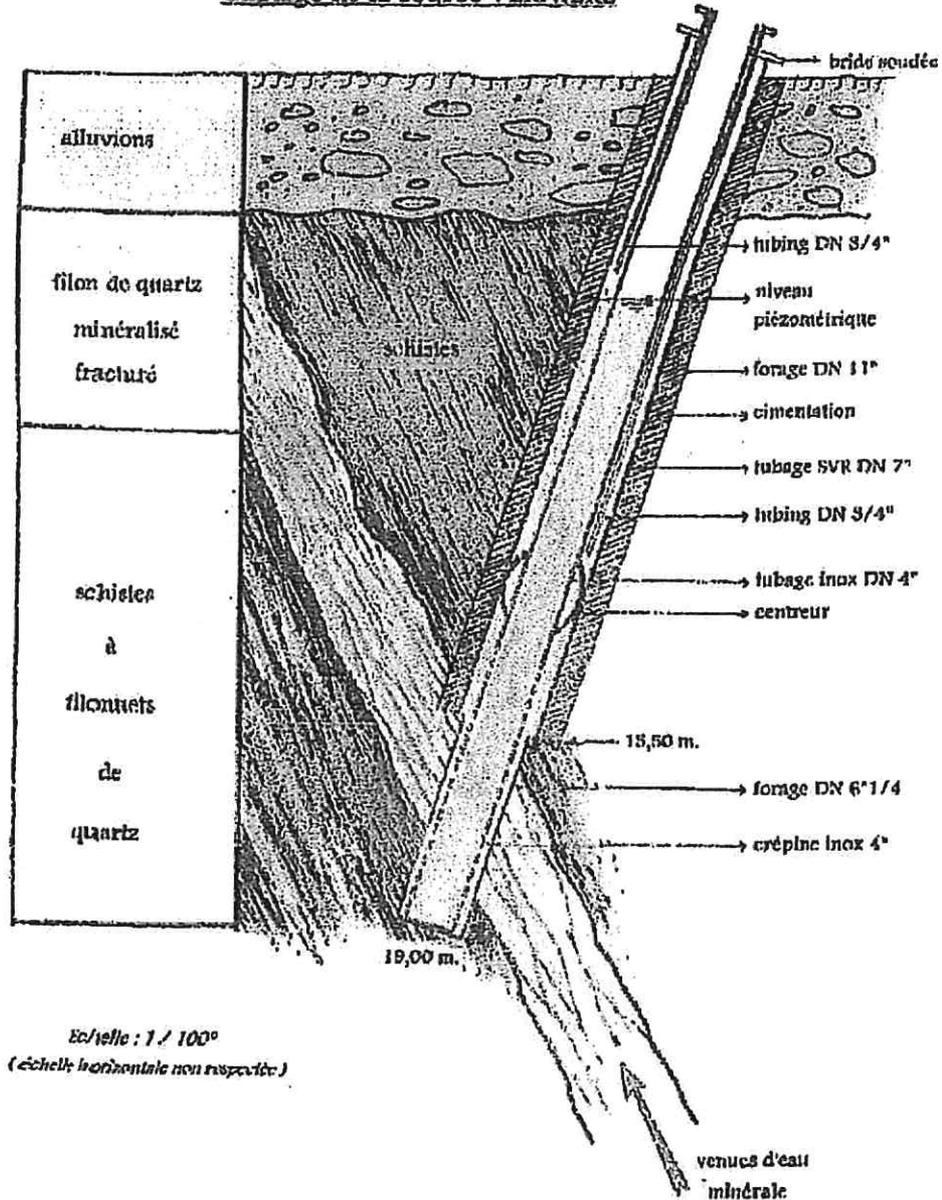
Montpellier, le - 8 OCT. 2020
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry LAURENT



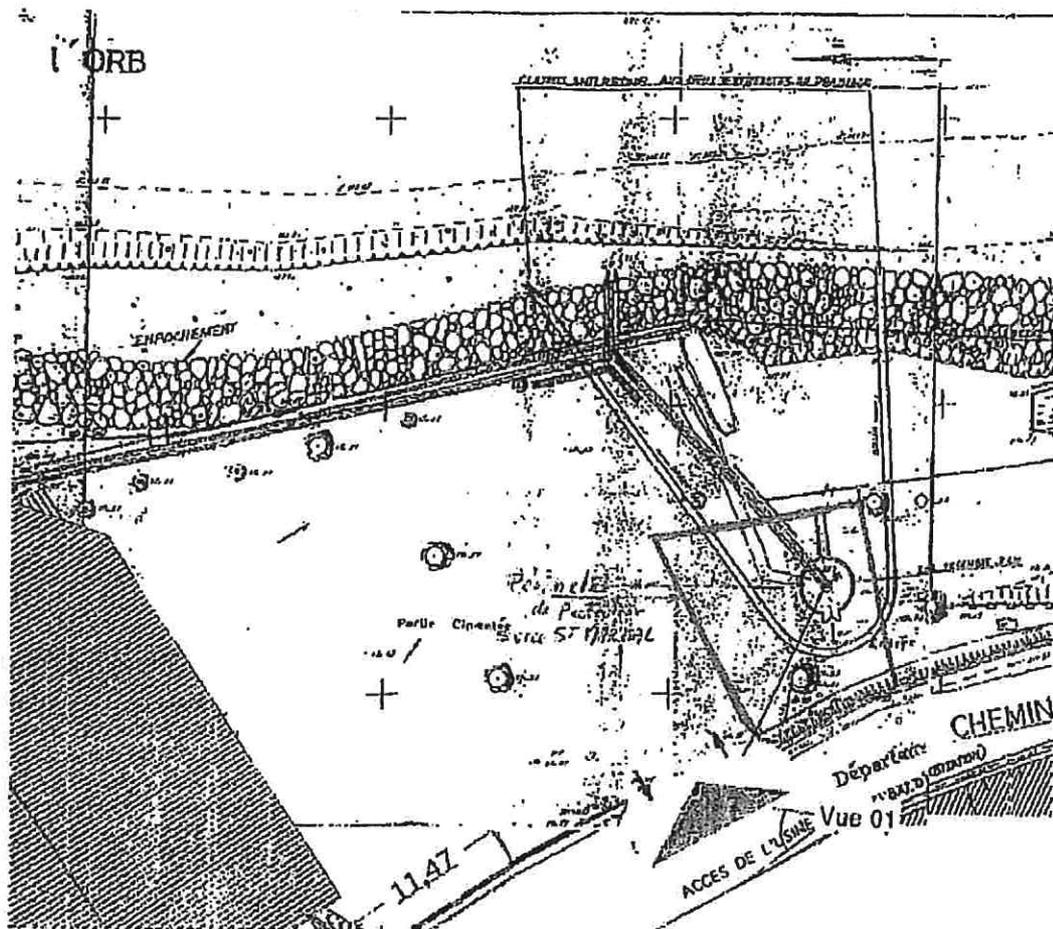
Annexe 1 : Caractéristiques du forage Saint Martial

Coupe du captage de la source SAINT MARTIAL, ancien Captage de la source VERNIERE



Annexe 2 : Périmètre sanitaire d'émergence

Périmètre sanitaire d'émergence de la source Saint Martial



Annexe 3 : Principaux paramètres de l'une des deux analyses complètes

| St Martial F1 | |
|---|--------------------|
| Site : | VERNIERE |
| Echantillon du : | 19/06/2020 |
| Heure | 9h14 |
| Source | ST MARTIAL |
| Origine : | F1 |
| Type d'eau | Eau de source |
| Date et heure de réception et mise en analyse : | 19/06/20 à 15h09 |
| Demandeur : | VERNIERE |
| Contact client : | CONTRÔLE |
| N° analyse : | AR-20-IG-018410-01 |
| Caractéristiques générales | |
| Température de mesure du pH °C | 22 |
| pH | 6,5 |
| Conductivité à 25°C (μ S/cm) | 920 |
| TAC:Titre Alcalimétrique Complet (° F.) | 39 |
| Silice soluble (mg/l) | 15 |
| Anhydride carbonique libre (mg/l CO ₂) | 130 |
| Carbone organique total (mg/l C) | 27,0 |
| Résidu sec à 180°C (mg/l) | 544 |
| Couleur (mg/l Pt) | / |
| Anions | |
| Hydrogénocarbonates (mg HCO ₃ /l | / |
| Sulfates (mg/l) | 78,4 |
| Chlorures (mg/l) | 12,6 |
| Nitrates (mg/l) | 0,0 |
| Nitrites (mg/l) | 0,0 |
| Fluorures (mg/l) | <0,1 |
| Cations | |
| Calcium (mg/l) | 110,0 |
| Magnésium (mg/l) | 47,0 |
| Potassium (mg/l) | 16,0 |
| Sodium (mg/l) | 29,0 |
| Fer (μ g/l) | 1600,0 |
| Manganèse (μ g/l) | 243,0 |
| Ammonium (mg/l) | 0,1 |
| Traces | |
| Antimoine (μ g/l) | 1,1 |
| Arsenic (μ g/l) | 8,5 |
| Baryum (μ g/l) | 45,5 |
| Bore (μ g/l) | 65,9 |
| Bromates (μ g/l) | / |
| Bromoformes(μ g/l) | <1 |

| | |
|-------------------------------------|-------|
| Cadmium ($\mu\text{g/l}$) | 0,0 |
| Chrome total ($\mu\text{g/l}$) | 0,2 |
| Cuivre ($\mu\text{g/l}$) | <0,15 |
| Cyanures totaux ($\mu\text{g/l}$) | <10 |
| Mercure ($\mu\text{g/l}$) | 0,0 |
| Nickel ($\mu\text{g/l}$) | 1,2 |
| Plomb($\mu\text{g/l}$) | 1,8 |
| Sélénium ($\mu\text{g/l}$) | <0,5 |
| Zinc ($\mu\text{g/l}$) | 55,9 |



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence régionale de santé Occitanie
Délégation départementale
Service santé environnement**

Courriel : ars-oc-dd34-sante-environnement@ars.sante.fr
Téléphone : 04.67.07.21.92

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

110513

Portant modification de l'arrêté préfectoral n°2007 -I- 1205 du 22 juin 2007 autorisant la société Vernière S.A.S d'exploiter à des fins de conditionnement l'eau minérale naturelle de la source SAINT MICHEL DE MOURCAIROL située sur la commune de LES AIRES, département de l'Hérault et abrogeant l'arrêté préfectoral n°2012 -I- 101948 du 28 juin 2012 autorisant la société Vernière S.A.S à modifier la dénomination de la source Vernière et la composition de l'eau minérale naturelle VERNIERE.

Modification de dénomination de la source SAINT MICHEL DE MOURCAIROL en VERNIERE et de la composition de l'eau minérale naturelle VERNIERE - Autorisation d'incorporer du gaz carbonique dans l'eau minérale naturelle

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1322-1 et suivants et R. 1322-1 et suivants ;

VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2007 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux en application des articles R. 1321-24 et R. 1322-44 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié relatif aux critères de qualité des eaux conditionnées, aux traitements et mentions d'étiquetage particuliers des eaux minérales naturelles et de source conditionnées ainsi que de l'eau minérale naturelle distribuée en buvette publique ;

VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2013 modifié relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 autorisant la société Vernière S.A.S d'exploiter à des fins de conditionnement l'eau minérale naturelle de la source SAINT MICHEL DE MOURCAIROL située sur la commune de LES AIRES, département de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-I-1341 du 15 mars 2010 relatif à la modification du traitement et de l'étiquetage des eaux minérales naturelles Saint Michel de Mourcairol et La Cairolle ;

VU la demande présentée le 25 août 2020 par le Directeur de la société Vernière S.A.S. en vue d'être autorisé à incorporer du gaz carbonique dans l'eau minérale naturelle Saint Michel de Mourcairol et à modifier la dénomination de la source Saint Michel de Mourcairol pour la nommer « VERNIERE » ;

VU le rapport du Directeur de la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 24 septembre 2020 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

Arrête :

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE L'AUTORISATION

L'article premier de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est modifié comme suit :

Le Directeur de la Société Vernière S.A.S, ci-après dénommé l'exploitant, est autorisé à modifier la dénomination de la source Saint Michel de Mourcairol, sous le nom de « Vernière ».

L'arrêté préfectoral n°2012 -I- 101948 autorisant la société Vernière S.A.S à modifier la dénomination de la source Vernière et la composition de l'eau minérale naturelle VERNIERE est abrogé.

L'exploitant est autorisé à embouteiller l'eau minérale naturelle de la source « Saint Michel de Mourcairol » renommée « Vernière » en incorporant du gaz carbonique, dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007, dans les conditions légales et réglementaires fixées par le Code de la santé publique, ainsi que dans les conditions particulières définies dans le présent arrêté.

Les coordonnées de ce forage sont les suivantes :

- Lieu-dit « Les Gimelles », parcelle cadastrale n° 444 section OB, commune Les Aires
- Coordonnées Lambert : X = 660.368 Y = 1 842.330 Z = 190

L'identification à la banque de donnée du sous-sol est : BSS002GKJS.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'AUTORISATION

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est modifié comme suit :

2-2 – Caractéristiques :

Les caractéristiques de référence de l'eau minérale avec adjonction de gaz carbonique au point d'embouteillage sont présentées en annexe 1.

Sa composition doit en outre respecter les critères de qualité définis par l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié.

Cette eau doit être présentée sous la dénomination « Eau minérale naturelle avec adjonction de gaz carbonique » et doit faire l'objet d'un étiquetage conforme aux dispositions de l'article R. 1322-44-9 et suivants du Code de la santé publique et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié.

2-3 – Transport et traitement :

Le traitement de l'eau avant conditionnement est autorisé selon les procédés suivants :

- dégazage,
- déferrisation par injection d'air comprimé et filtration sur sable de quartz,
- démanganisation par injection d'air filtré et filtration sur sable manganifère,
- filtration de finition,
- carbonatation par injection de CO₂ achetés, dioxyde de carbone, liquide réfrigéré qualité agro-alimentaire.

2-4 – Embouteillage :

Le conditionnement de l'eau du forage Saint-Michel de Mourcairol renommée « Vernière » est effectué par embouteillage sur le même groupe de soutirage que l'eau minérale naturelle Cairolle et l'eau de source Saint-Martial.

ARTICLE 3 – PROTECTION

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est inchangé.

ARTICLE 4 – SURVEILLANCE

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est inchangé.

ARTICLE 5 – CONTROLE SANITAIRE

L'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est modifié comme suit :

Les prélèvements inopinés et analyses externes effectués au titre du contrôle sanitaire sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé pour le département de l'Hérault.

Les frais des prélèvements et des analyses de contrôle sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION ET GESTION DES SITUATIONS DE NON-CONFORMITE

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est modifié comme suit :

6.1 - Information des consommateurs

Cette eau doit être présentée sous la dénomination « eau minérale naturelle avec adjonction de gaz carbonique » et doit faire l'objet d'un étiquetage conforme aux dispositions de l'article R. 1322-44-9 et suivants du Code de la santé publique et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 14 mars 2007 modifié.

ARTICLE 7 – RECOLEMENT

L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2007 -I-1205 du 22 juin 2007 est inchangé.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS

Tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans le présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet, conformément aux dispositions des articles R. 1322-12 et suivants du code de la santé publique.

La consultation d'un hydrogéologue agréé est obligatoire lorsque les modifications demandées concernent le débit d'exploitation.

Le changement du nom de la source, du propriétaire ou de l'exploitant, sans modification des conditions d'exploitation, fait l'objet d'une déclaration au préfet.

ARTICLE 9 - RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa notification à la personne responsable de la SAS Vernière.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 - SANCTIONS

L'inobservation des prescriptions du présent arrêté peut donner lieu à l'application des dispositions des articles R. 1324-1 et suivants du code de la santé publique.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION, EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société Vernière S.A.S, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le Sous-Préfet de Béziers, le maire de la commune de Les Aires, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et les autres chefs de services compétents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant dans la forme administrative et publié au recueil des actes administratifs.

Montpellier, le - 8 OCT. 2020

Pour le préfet, et par délégation,
Le Préfet,
le Secrétaire Général



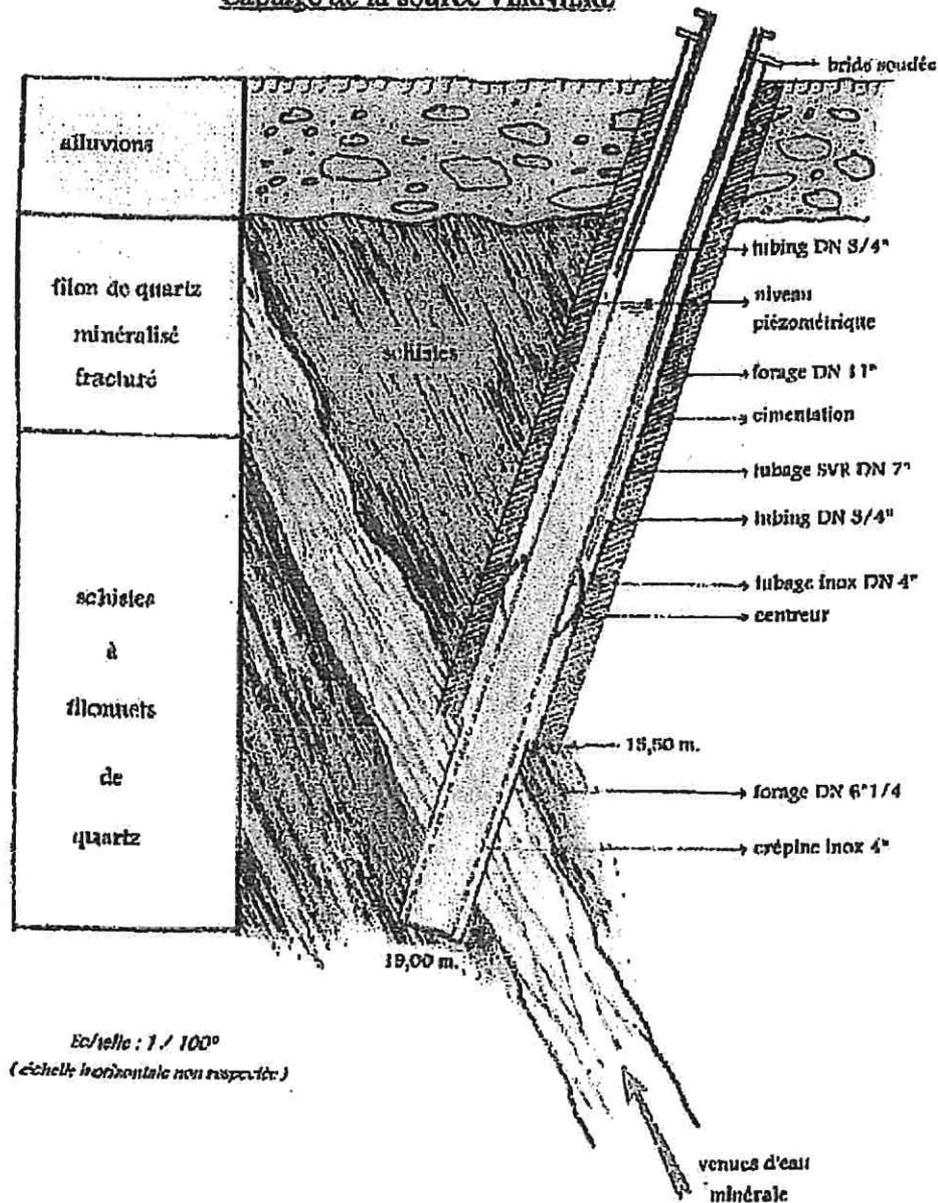
Thierry LAURENT

**Annexe 1 : Caractéristiques de l'eau minérale naturelle de la source « Saint Michel de Mourcairol »
(Les Aires, Hérault)**

| VERNIERE F4 & Produit fini | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Site : | VERNIERE | VERNIERE |
| Source | ST MICHEL | ST MICHEL |
| Origine : | F4 | Produit fini |
| Type d'eau | EMN | EMN |
| Demandeur : | VERNIERE | VERNIERE |
| Contact client : | CONTRÔLE | CONTRÔLE |
| N° analyse : | Moyenne 2019-2020 | Moyenne 2019-2021 |
| Caractéristiques générales | | |
| Température de mesure du pH °C | 25 | 25 |
| pH | 6,6 | 5,9 |
| Conductivité à 20°C (µS/cm) | 1775 | 1759 |
| TH:Titre Hydrotimétrique (° F.) | 82,2 | 79,5 |
| TA: Titre Alcalimétrique (° F.) | 0 | 0 |
| TAC:Titre Alcalimétrique Complet (° F.) | 100,92 | 98,6 |
| Silice soluble (mg/l) | 25 | 25 |
| Carbone organique total (mg/l C) | 0,8 | 1,1 |
| Résidu sec à 180°C (mg/l) | 1200 | / |
| Couleur (mg/l Pt) | / | <15 mg/l Pt* |
| Anions | | |
| Hydrogénocarbonates (mg HCO ₃ /l) | 0 | 0 |
| Bicarbonates | 1231,22 | 1202,55 |
| Sulfates (mg/l) | 148,1 | 141,1 |
| Chlorures (mg/l) | 18,5 | 18,4 |
| Nitrates (mg/l) | 0,2 | 0,9 |
| Nitrites (mg/l) | 0,0 | 0 |
| Fluorures (mg/l) | 0,5 | 0,4 |
| Cations | | |
| Calcium (mg/l) | 197,2 | 188,4 |
| Magnésium (mg/l) | 79,8 | 78,8 |
| Potassium (mg/l) | 43,6 | 43,7 |
| Sodium (mg/l) | 126,2 | 122,6 |
| Fer (µg/l) | 2203,6 | <20 |
| Manganèse (µg/l) | 998,3 | 10,37 |
| Ammonium (mg/l) | 0,4 | 0,06 |
| Traces | | |
| Antimoine (µg/l) | 2,1 | <1,25 |
| Arsenic (µg/l) | 7,4 | <1,25 |
| Baryum (µg/l) | 51,4 | 34,8 |
| Bore (µg/l) | 187,2 | 179,8 |
| Bromates (µg/l) | / | / |
| Bromoformes | / | / |
| Cadmium (µg/l) | <0,375 | <0,375 |
| Chrome total (µg/l) | <2,5 | <2,5 |
| Cuivre (µg/l) | <12,5 | <12,5 |
| Mercure (µg/l) | <0,1 | <0,1 |
| Nickel (µg/l) | 6,3 | 2,3 |
| Plomb(µg/l) | 2,3 | <1,25 |
| Sélénium (µg/l) | <5 | <5 |
| Zinc (µg/l) | 131,4 | 56,1 |

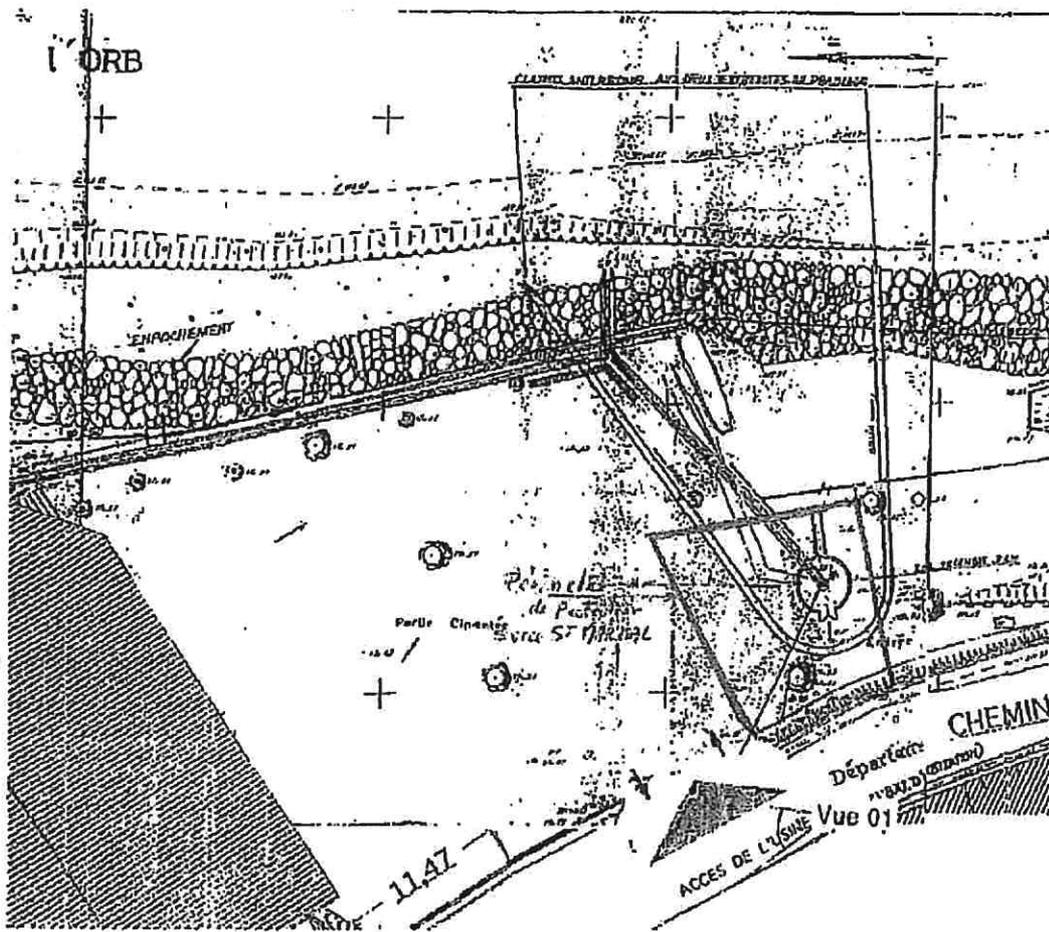
Annexe 1 : Caractéristiques du forage Saint Martial

Coupe du captage de la source SAINT MARTIAL, ancien Captage de la source VERNIERE



Annexe 2 : Périmètre sanitaire d'émergence

Périmètre sanitaire d'émergence de la source Saint Martial



Annexe 3 : Principaux paramètres de l'une des deux analyses complètes

| St Martial F1 | |
|---|--------------------|
| Site : | VERNIERE |
| Echantillon du : | 19/06/2020 |
| Heure | 9h14 |
| Source | ST MARTIAL |
| Origine : | F1 |
| Type d'eau | Eau de source |
| Date et heure de réception et mise en analyse : | 19/06/20 à 15h09 |
| Demandeur : | VERNIERE |
| Contact client : | CONTRÔLE |
| N° analyse : | AR-20-IG-018410-01 |
| Caractéristiques générales | |
| Température de mesure du pH °C | 22 |
| pH | 6,5 |
| Conductivité à 25°C (μ S/cm) | 920 |
| TAC:Titre Alcalimétrique Complet (° F.) | 39 |
| Silice soluble (mg/l) | 15 |
| Anhydride carbonique libre (mg/l CO ₂) | 130 |
| Carbone organique total (mg/l C) | 27,0 |
| Résidu sec à 180°C (mg/l) | 544 |
| Couleur (mg/l Pt) | / |
| Anions | |
| Hydrogénocarbonates (mg HCO ₃ /l | / |
| Sulfates (mg/l) | 78,4 |
| Chlorures (mg/l) | 12,6 |
| Nitrates (mg/l) | 0,0 |
| Nitrites (mg/l) | 0,0 |
| Fluorures (mg/l) | <0,1 |
| Cations | |
| Calcium (mg/l) | 110,0 |
| Magnésium (mg/l) | 47,0 |
| Potassium (mg/l) | 16,0 |
| Sodium (mg/l) | 29,0 |
| Fer (μ g/l) | 1600,0 |
| Manganèse (μ g/l) | 243,0 |
| Ammonium (mg/l) | 0,1 |
| Traces | |
| Antimoine (μ g/l) | 1,1 |
| Arsenic (μ g/l) | 8,5 |
| Baryum (μ g/l) | 45,5 |
| Bore (μ g/l) | 65,9 |
| Bromates (μ g/l) | / |
| Bromoformes(μ g/l) | <1 |

| | |
|-------------------------------------|-------|
| Cadmium ($\mu\text{g/l}$) | 0,0 |
| Chrome total ($\mu\text{g/l}$) | 0,2 |
| Cuivre ($\mu\text{g/l}$) | <0,15 |
| Cyanures totaux ($\mu\text{g/l}$) | <10 |
| Mercuré ($\mu\text{g/l}$) | 0,0 |
| Nickel ($\mu\text{g/l}$) | 1,2 |
| Plomb($\mu\text{g/l}$) | 1,8 |
| Sélénium ($\mu\text{g/l}$) | <0,5 |
| Zinc ($\mu\text{g/l}$) | 55,9 |



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la cohésion sociale
Pôle Jeunesse, Sports et vie associative**

Affaire suivie par : Leslie TANCOGNE
Téléphone : 04 67 41 72 35
Mél : leslie.tancogne@herault.gouv.fr

Montpellier, le **08 OCT. 2020**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 0166

Objet de l'arrêté Agrément JEP

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée relative au contrat d'association ;

VU le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU le décret n° 84.567 du 04 juillet 1984 modifiant l'article 6 de l'ordonnance du 02 octobre 1943 rendue applicable par l'ordonnance du 09 août 1944, accordant aux préfets du lieu du siège social des associations de jeunesse et d'éducation populaire à caractère régional, départemental ou local leur pouvoir de décision en ce qui concerne l'agrément des dites associations ;

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault n° 2020-I-183 du 5 février 2020 déléguant sa signature à Madame la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Hérault par intérim ;

VU la loi 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;

VU le décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national et aux conseils départementaux de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

VU le code d'action sociale et des familles articles 227.4 et 227.10 ;

VU l'arrêté préfectoral relatif à la création d'un conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA) ;

VU la demande d'agrément présentée par l'Association Citoyens Méditerranéens pour l'Echange & le Développement ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Hérault par intérim ;

ARRÊTE

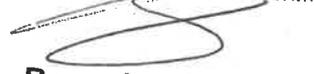
ARTICLE 1 : L'association ci-après dénommée est agréée en tant qu'association de jeunesse et d'éducation populaire sous le numéro : 3420 JEP 283.

| Association | adresse | C.P. | ville | numéro d'agrément |
|--|------------------------|-------------|--------------|--------------------------|
| Association Citoyens Méditerranéens pour l'Echange & le Développement | 123 rue André le Nôtre | 34080 | MONTPELLIER | 3420 JEP 283 |

ARTICLE 2 : La directrice départementale de la cohésion sociale de l'Hérault par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

Le préfet,

Pour le Préfet du département de l'Hérault
La Directrice Départementale de la
Cohésion Sociale par intérim



Pascale MATHEY



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la cohésion sociale
Pôle Jeunesse, Sports et vie associative**

Affaire suivie par : Leslie TANCOGNE
Téléphone : 04 67 41 72 35
Mél : leslie.tancogne@herault.gouv.fr

Montpellier, le **08 OCT. 2020**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2020 - / 0167

Portant reconnaissance du tronc commun d'agrément d'une association

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République modifiée ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 25-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2017-908 du 6 mai 2017 portant diverses dispositions relatives au régime juridique des associations, des fondations, des fonds de dotation et des organismes faisant appel public à la générosité et notamment ses articles 15 à 21 ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de l'Hérault à compter du 26 Août 2019 ;

Vu l'arrêté n° 2020/0166 portant agrément de jeunesse et d'éducation populaire de l'Association Citoyens Méditerranéens pour l'Echange & le Développement ;

Considérant le dossier de demande d'agrément présenté par l'association ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : l'Association Citoyens Méditerranéens pour l'Echange & le Développement dont le siège social est situé 123 rue André le Nôtre, 34080 MONTPELLIER, n° RNA : W343004598 satisfait aux trois conditions prévues par l'article 25-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée à la date de publication du

présent arrêté portant sur le tronc commun d'agrément.

Article 2 : La dite association est réputée remplir ces trois critères pendant une durée de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 : Madame la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Hérault par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault et notifié aux intéressés.

Le préfet,

P10

~~La Directrice Départementale de la
Cohésion sociale par intérim~~

Pascale MATHEY

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE MAUGUIO
PLACE PIERRE MENDES FRANCE, CS 10100
34137 MAUGUIO CEDEX

DÉLÉGATION DE SIGNATURE DU RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE DE MAUGUIO

Le comptable, responsable de la trésorerie de Mauguio

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

I - DELEGATIONS GENERALES

- Mme Anne DU RANTEAU, inspectrice des finances publiques

- M. Philippe MARIN, inspecteur des finances publiques

reçoivent pouvoir de :

- gérer et administrer pour moi même et en mon nom le Centre des Finances Publiques de Mauguio

- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services sans exception, de recevoir et de payer toutes les sommes qui pourraient être légitimement dues à quelque titre que ce soit, par tous débiteurs ou créanciers de divers services, dont la gestion m'est confiée,

- d'agir en justice

- d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer des récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration,

- d'opérer à la direction départementale des finances publiques (DDFIP) les versements aux époques prescrites, de signer les déclarations de créances en cas de procédures collectives.

En conséquence, leur donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Mauguio, entendant ainsi leur transmettre tous les pouvoirs suffisants

pour qu'ils puissent, sans mon concours, mais sous ma responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui me sont confiés.

Je prends l'engagement de ratifier tout ce que mes mandataires auront pu faire en vertu de la présente procuration.

II - DELEGATIONS SPECIALES

Une délégation spéciale est accordée aux personnes suivantes :

| | | |
|------------|-------------|------------|
| BONNOT | Sandra | Contrôleur |
| MAZIERE | Christophe | Contrôleur |
| ROSELLO | Corinne | Contrôleur |
| TOUREILLE | Françoise | Contrôleur |
| VUILLERMET | Kantomalala | Agent |

afin :

- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services sans exception, de recevoir et de payer toutes les sommes qui pourraient être légitimement dues à quelque titre que ce soit, par tous débiteurs ou créanciers de divers services, dont la gestion m'est confiée,
- d'agir en justice
- d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer des récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration,
- d'opérer à la direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites, de signer les déclarations de créances en cas de procédures collectives.

Une délégation spéciale est accordée à Mme Isabelle DELPORTE, contrôleur des finances publiques afin de signer au nom et sous ma responsabilité :

- a) les décisions relatives aux demandes de délais de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 3 mois et porter sur une somme supérieure à 3 000 € ;
- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment, les avis de mise en recouvrement, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service (relevés BDF, quittances P1E, comptes d'emplois...).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault

Fait à Mauguio le 1^{er} septembre 2020

Le comptable

Delphine FERNANDEZ



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Arrêté portant délégation

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de LUNEL

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à M FAROK MY-DRISS, et M DHAINAUT PATRICK ,INSPECTEURS adjoints au responsable du service des impôts des entreprises de LUNEL, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ,

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite de 10 000 € aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade |
|---------------------------------|--------------|
| Mme Laurence BERNAT | Contrôleur |
| Mme Naoual BOUSLIM | Contrôleur |
| Mme Véronique CHIRON | Contrôleur |
| Mme Bernadette DEVIGON | Contrôleur |
| Mme Nicole DUBOIS | Contrôleur |
| M Thierry CLEMENT | Contrôleur |
| M François GANDOUIN | Contrôleur |
| Mme Catherine GERMOND | Contrôleur |
| M Pascal MAILLARD | Contrôleur |
| M Alain NAEGELE | Contrôleur |

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

| Nom et prénom des agents | grade | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé | Limite des décisions gracieuses |
|-------------------------------------|--------------|--|--|--|
| Mme Véronique CHIRON | Contrôleur | 6 mois | 10 000 € | 10 000 € |
| Mme Bernadette DEVIGON | Contrôleur | 6 mois | 10 000 € | 10 000 € |
| Mme Catherine GERMOND | Contrôleur | 6 mois | 10 000 € | 10 000 € |

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département de l'Hérault

A LUNEL le 25/09/2020
La comptable, responsable de service des impôts des entreprises
de LUNEL,
Marie-Françoise CREBASSA



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Affaire suivie par : Scotto Fabienne
Téléphone : 04 99 74 32 05
Mél : ddpp-sv-sete@herault.gouv.fr

Montpellier, le 14/10/2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP34 – 20-XIX-082

Portant levée d'interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la transformation ou commercialisation et de la mise à la consommation humaine, des coquillages du groupe 2 (Palourdes) de la zone 34-40 des Eaux Blanches.

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment son article 19 ;

VU le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n° 625/2017 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment en son titre III du livre II ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1, L 1311-2 et L 1311-4 ;

VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié par le décret 2020-1050 14 août 2020 relatifs aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales de la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de l'Hérault (hors classe);

VU l'arrêté préfectoral n° 18 XIX 024 du 31 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 16 XIX 74 du 27 mai 2016 portant création du pôle de compétence sur la salubrité des coquillages dans le département de l'Hérault ;

VU le protocole de fonctionnement des établissements conchylicoles en période de crise pour la vente de coquillages mis en stockage protégé ou issus de zones non concernées signé le 29 novembre 2018 ;

VU le protocole de traçabilité pour les établissements conchylicoles du bassin de Thau en période de crise dans le cadre de la gestion sectorisée ;

VU l'arrêté n° DDPP34-2020-XIX-019 du 10 février 2020 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production des coquillages vivants destinés à la consommation humaine pour le département de l'Hérault ;

VU le bulletin REMI N° 20/063 de levée d'alerte niveau 2 de l'IFREMER du 14/10/2020

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault par intérim ;

Considérant que les résultats des analyses microbiologiques effectuées semaines 41 et 42 (prélèvements du 08/10/2020 et du 13/10/2020) par le LDV34 ont montré une décontamination bactérienne des palourdes dans la zone de production des « Eaux Blanches » n° 34.40 avec deux résultats consécutifs inférieurs à la valeur du seuil sanitaire de 46000 E.Coli / 100g CLI pour une zone classée C ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1: La pêche, le ramassage, le transport, la transformation, l'expédition, le stockage, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (palourdes) en provenance de la zone 34.40 des Eaux Blanches sont autorisés à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'arrêté DDPP34-20-XIX-076 du 07 octobre 2020 sont abrogées.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, les maires des communes concernées, la

Direction départementale de la protection des populations

directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie de l'Hérault, le délégué à la mer et au littoral et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet, par délégation

Le Sous-Préfet
Le préfet



Philippe NUCHO

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Affaire suivie par : Scotto Fabienne
Téléphone : 04 99 74 32 05
Mél : ddpp-sv-sete@herault.gouv.fr

Montpellier, le 14/10/2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP34 – 20-XIX-083

Portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification ou commercialisation et de la mise à la consommation humaine, des coquillages du groupe 2 (Palourdes) de la zone 34.38.02 Conque de Mèze.

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment son article 19 ;

VU le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n° 625/2017 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment en son titre III du livre II ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1, L 1311-2 et L 1311-4 ;

VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié par le décret 2020-1050 14 août 2020 relatif aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales de

la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de l'Hérault (hors classe);

VU l'arrêté préfectoral n° 18 XIX 024 du 31 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 16 XIX 74 du 27 mai 2016 portant création du pôle de compétence sur la salubrité des coquillages dans le département de l'Hérault ;

VU le protocole de fonctionnement des établissements conchylicoles en période de crise pour la vente de coquillages mis en stockage protégé ou issus de zones non concernées signé le 29 novembre 2018 ;

VU le protocole de traçabilité pour les établissements conchylicoles du bassin de Thau en période de crise dans le cadre de la gestion sectorisée ;

VU l'arrêté n° DDPP34-2020-XIX-019 du 10 février 2020 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production des coquillages vivants destinés à la consommation humaine pour le département de l'Hérault ;

VU le bulletin d'alerte REMI N° 20/062 de niveau 2 de l'IFREMER du 14/10/2020

VU l'avis de la cellule de crise du pôle de compétence du 14/10/2020 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault par intérim ;

Considérant que les résultats REMI du point de surveillance de la Conque de Mèze du 14/10/2020; (40000 E. Coli pour 100g de Chair et Liquide Intervalvaire) supérieurs au seuil réglementaire de 4600 E. Coli pour 100g de CLI pour une zone classée B ;

Considérant que la zone n'est pas classée pour les coquillages du groupe 3 et que la pêche n'y est pas autorisée ;

Considérant que ce niveau de contamination est susceptible d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion des coquillages ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (palourdes) en provenance de la zone 34.38.02 de la Conque de Mèze sont interdits à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Ces dispositions ne s'appliquent pas aux lots de coquillages mis à l'abri antérieurement au 08/10/2020 conformément au protocole de gestion de crise et à la procédure de télé-déclaration.

ARTICLE 3 : En application de l'article 19 du règlement CE n° 178/2002 les lots des coquillages du groupe 2 (palourdes) en provenance de la zone 34.38.02 de la Conque de Mèze, récoltés ou pêchés et commercialisés ou mis sur le marché à compter du 08/10/2020 doivent faire l'objet de mesures de retrait par leur expéditeur.

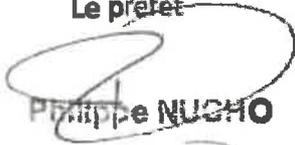
**Direction départementale
de la protection des populations**

ARTICLE 4 : Les lots retirés du marché devront être détruits aux frais de leur propriétaire, en application du règlement (CE) 1069/2009 du 21 octobre 2009.

ARTICLE 5 : La levée du présent arrêté préfectoral sera conditionnée à 2 résultats successifs d'analyses démontrant un retour à la normale sur les points REMI de la zone 34.38.02 de la Conque de Mèze et formalisée par un nouvel arrêté préfectoral.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, les maires des communes concernées, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie de l'Hérault, le délégué à la mer et au littoral et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet, par délégation
Le Sous-Préfet

Le préfet

Philippe NUCHO

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitois – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Antenne de Sète**

Sète, le 15/10/2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP34 – 2020–XIX–XXX

Portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine, des coquillages de l'Etang de Vic et Etang des Moures des groupes 1 et 2 (gastéropodes, palourdes...) des zones 34.22

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment son article 19 ;

VU le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n° 625/2017 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment en son titre III du livre II ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1, L 1311-2 et L 1311-4 ;

VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié par le décret 2020-1050 14 août 2020 relatif

aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales de la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de l'Hérault (hors classe);

VU l'arrêté en date du 21 août 2018 nommant M. Daniel Hirschy, directeur départemental adjoint de la protection des populations de l'Hérault ;

VU la décision en date du 1^{er} septembre 2020 chargeant M. Daniel Hirschy des fonctions de directeur départemental de la protection des populations par intérim à compter du 1^{er} septembre 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18 XIX 024 du 31 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 16 XIX 74 du 27 mai 2016 portant création du pôle de compétence sur la salubrité des coquillages dans le département de l'Hérault ;

VU le protocole de fonctionnement des établissements conchylicoles en période de crise pour la vente de coquillages mis en stockage protégé ou issus de zones non concernées signé le 29 novembre 2018 ;

VU l'arrêté n° DDPP34-2020-XIX-019 du 10 février 2020 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production des coquillages vivants destinés à la consommation humaine pour le département de l'Hérault ;

VU le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHYTOX) en date du 15/10/2020

VU l'avis de la cellule de crise du pôle de compétence ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault par intérim ;

Considérant que les résultats d'analyses effectuées semaine 42 (prélèvements du 12/10/2020) par le réseau de surveillance REPHYTOX, suite au bulletin IFREMER de Sète n° 2020-Dépt 66-11-34-30-083 du 09/10/2020, sur des palourdes prélevées sur la zone conchylicole de l'Etang de Vic (zone 34.22) montrent une toxicité par présence de

- toxines lipophiles (DSP) à un taux de 163,5 µg eq AO/kg de chair, supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO/kg par le règlement (CE) 853/2004 et sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion. ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages des groupes 1 et 2 (gastéropodes , palourdes ...) de la zone 34.22 Etang de Vic - Passe et Etang des Mourres sont interdits à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Ces dispositions ne s'appliquent pas aux lots de coquillages mis à l'abri antérieurement au 09/10/2020, date du bulletin d'alerte conformément au protocole de gestion de crise et à la procédure de télé-déclaration protocole de traçabilité).

**Direction départementale
de la protection des populations
Antenne de Sète**

ARTICLE 3 : En application de l'article 19 du règlement CE n° 178/2002 les lots de coquillages des groupes 1 et 2 en provenance des zones listées dans l'article 1 du présent arrêté récoltés ou pêchés et commercialisés ou mis sur le marché à compter du 09/10/2020 doivent faire l'objet de mesures de retrait par leur expéditeur.

ARTICLE 4 : Les lots retirés du marché devront être détruits aux frais de leur propriétaire, en application du règlement (CE) 1069/2009 du 21 octobre 2009.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, les maires des communes concernées, le directeur départemental de la protection des populations par intérim, le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie de l'Hérault, le délégué à la mer et au littoral et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental de la protection des populations
par intérim,



Daniel HIRSCHY

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Montpellier, le 12 OCT. 2020
12 OCT. 2020

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Arrêté DDTM34-2020-10-11413

Portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 11 juin 2015 nommant Monsieur Xavier EUDES, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 23 mars 2018 nommant Monsieur Cédric INDJIRDJIAN, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 janvier 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Xavier EUDES**, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault, et à Monsieur **Cédric INDJIRDJIAN**, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral de l'Hérault, à l'effet de signer toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019.

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,

Matthieu GREGORY



La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Montpellier, le **12 OCT. 2020**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Arrêté DDTM34-2020-10-11414

Portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Daniel **ANDERSCH** responsable de la mission connaissance étude et prospective, Monsieur Philippe **ALLAMAND**, chef de projet réseau des géomaticiens de la DDTM, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de la mission connaissance étude et prospective, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel.

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur


Mathieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Montpellier, le

12 OCT. 2020

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Arrêté DDTM34-2020-10-11415

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1094 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées aux budgets des ministères ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur François ROUS, secrétaire général, Madame Florence FABRY, adjointe du secrétaire général, Monsieur Christophe GUEGADEN, chef de l'unité moyens et logistique, Madame Dhélia SCHMID, chargée de mission auprès du secrétariat général, Madame Bénédicte LETROUBLON, chargée de mission contrôle de gestion et interne, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation est donnée à Monsieur François ROUS, secrétaire général, et Madame Florence FABRY, adjointe du secrétaire général, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- dans le domaine administration générale (article 1-I)

Délégation est également donnée à Monsieur François ROUS, secrétaire général, Madame Florence FABRY, adjointe du secrétaire général, Monsieur Christophe GUEGADEN, chef de l'unité moyens et logistique, Monsieur Jérémie GODART responsable de la cellule finances commande publique, Madame Sophie MAZARD, gestionnaires budget-comptabilité de l'unité moyens et logistique, pour ce qui concerne les ordres de mission et états de frais des personnels de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault, dont les opérations de validation CHORUS DT ainsi que les opérations de validation pour CHORUS Formulaires pour lesquelles délégation est également donnée à Madame Florence FABRY et Monsieur Guy MORGENTHALER en charge des dépenses des crédits sociaux.

Délégation est également donnée à Monsieur Jérémie GODART responsable de la cellule finances commande publique, Madame Florence FABRY et Monsieur Guy MORGENTHALER en charge des crédits sociaux pour CHORUS RUO en matière d'engagement et de gestion des crédits.

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Montpellier, le

12 OCT. 2020

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Arrêté DDTM34-2020-10-11416

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 janvier 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Madame Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme, Mesdames Delphine **CAFFIAUX** et Emilie **PERRIER**, adjointes de la cheffe du service territoire et urbanisme, Monsieur Didier **ROCHOTTE**, chef de mission territoire et Grands Sites, Madame Corinne **ROUX-LAGET**, cheffe de l'unité aménagement et planification, Monsieur Patrick **DUTEYRAT**, chef de l'unité animation territoriale, Madame Pauline **QUEULIN**, cheffe de l'unité SCOT-PLUi, Madame Anne **GUIZIOU**, cheffe de l'unité permis Etat-fiscalité, Monsieur Thomas **TOURNAY**, chargé de mission urbanisme et planification territoriale, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation de signature est donnée à Madame Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme, Mesdames Delphine **CAFFIAUX** et Emilie **PERRIER**, adjointes de la cheffe du service territoire et urbanisme, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 ;

- dans le domaine aménagement foncier et urbanisme (article 1-V)

ARTICLE 2. EXECUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le

12 OCT. 2020

Arrêté DDTM34-2020-10-11417

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard **BOL**, chef du service habitat-construction et affaires juridiques, Madame Sophie **METTETAL**, adjointe au chef du service habitat-construction et affaires juridiques, Madame Guillaumette **ABADIE**, cheffe de l'unité affaires juridiques secteur Montpellier, Madame Chantal **MATHIEU** cheffe de l'unité affaires juridiques secteur Béziers, Monsieur Jean-Baptiste **SEMONT**, chef de l'unité rénovation urbaine, Madame Yasmina **BENAMARA**, chef de l'unité accessibilité sécurité, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation est donnée à Monsieur Gérard BOL, chef du service habitat-construction et affaires juridiques et à Madame Sophie METTETAL, adjointe au chef du service habitat-construction, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1093 du 26 août 2019 :

- dans le domaine ville et habitat (article 1-IV)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet et par délégation,
le directeur

Matthieu GREGORY



La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11418

portant délégation de signature pour la liquidation des taxes d'urbanisme, de la redevance d'archéologie préventive et le traitement des réclamations

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU les articles R. 331-9 et suivants du code de l'urbanisme relatifs aux taxes d'urbanisme ;

VU les articles L. 331-1 et suivants du code de l'urbanisme relatifs aux taxes d'urbanisme ;

VU l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 2010 n° 210-1658 du 29 décembre 2010 modifiant l'article L. 255-A du livre des procédures fiscales ;

VU l'article L. 255-A modifié du livre des procédures fiscales deuxième alinéa, selon lequel le directeur départemental des territoires et de la mer peut déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

VU l'article L. 524-8 du code du patrimoine relatif à la redevance archéologie préventive (RAP) ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

1- Délégation de signature est donnée à effet de signer les titres de recettes des taxes d'aménagement et redevance archéologie préventive à :

- Xavier EUDES, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault ;
- Cédric INDJIRDIAN, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault ;
- Florence BOUCHUT, cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Delphine CAFFIAUX, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Emilie PERRIER, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Anne GUIZIOU, cheffe de l'unité permis Etat-fiscalité.

2 - Délégation de signature est donnée à effet de signer les demandes d'admission en non valeur des taxes d'aménagement et redevance archéologique préventive à :

- Xavier **EUDES**, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault ;
- Cédric **INDJIRDIAN**, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault ;
- Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Delphine **CAFFIAUX**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Emilie **PERRIER**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Anne **GUIZIOU**, cheffe de l'unité permis Etat-fiscalité.

3 - En outre, délégation de signature est donnée à effet de signer les reliquats des titres de recettes de la taxe locale d'équipement, de la taxe départementale des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement, de la taxe départementale pour les espaces naturels sensibles et de la redevance archéologie préventive à :

- Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Delphine **CAFFIAUX**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Emilie **PERRIER**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Anne **GUIZIOU**, cheffe de l'unité permis Etat-fiscalité.

4 - Délégation de signature est également donnée à effet de traiter les réclamations des redevables, les procédures de rectification contradictoire et de taxation d'office en matière de taxes d'urbanisme à :

- Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Delphine **CAFFIAUX**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Bruno **CONTY**, chef de l'unité application du droit des sols du service d'aménagement territorial ouest ;
- Emilie **PERRIER**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme ;
- Laurent **MONTEL**, adjoint du chef du service d'aménagement territorial ouest ;
- Didier **ROCHOTTE**, chef de mission territoire et grands sites au service territoire et urbanisme ;
- Guillaume **DUBUC**, responsable du pôle fiscalité au service territoire et urbanisme ;
- Jean-Paul **SERVET**, chef du service d'aménagement territorial ouest ;
- Anne **GUIZIOU**, cheffe de l'unité permis Etat-fiscalité.

ARTICLE 2. SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Les agents délégataires visés aux points 1 et 2 de l'article 1 de la présente décision ne sont pas autorisés à subdéléguer leur signature. Concernant le point 3 de article 1, des subdélégations peuvent être autorisées.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR ET PUBLICATION

La présente décision prendra effet dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10 - 11419

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Madame Florence **VERDIER-BRAQUET**, cheffe du service agriculture forêt, Madame Florence **BOUCHUT**, cheffe du service territoire et urbanisme, Madame Delphine **CAFFIAUX**, adjointe à la cheffe du service territoire et urbanisme, Monsieur Gérard **BOL**, chef du service habitat-construction et affaires juridiques, Madame Sophie **METTETAL**, adjointe au chef du service habitat-construction et affaires juridiques, Monsieur Vincent **MONTEL**, chef du service infrastructures éducation et sécurité routière, Monsieur Philippe **LERMINE**, adjoint au chef du service infrastructures éducation et sécurité routière, Monsieur Patrice **PONCET**, chef du service eau, risques et nature, Monsieur Julien **RENZONI**, adjoint au chef du service eau, risques et nature, Monsieur Jean-Paul **SERVET**, chef du service d'aménagement du territoire ouest, Monsieur Daniel **ANDERSCH**, chef de la mission connaissance étude et perspectives, Madame Dominique **OULLIE**, cheffe de cabinet, Monsieur Yann **LETROUBLON**, chargé de mission grands projets et partenariat, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de l'exercice de leurs missions en tant que cadres de permanence, les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté

préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- relatives à l'exploitation des routes et autoroutes, dans le domaine routes, circulation routière et autoroutière :

- article 1-II-a-1 : Autorisations individuelles de transports exceptionnels (article R.433-1 Code de la Route) dans le cas de gestion de crise ou d'urgence avérée
- article 1-II-a-2 : Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers ou de crises routières (articles R.411-8 et 411-9 C. Route)
- article 1-II-a-3 : Établissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation pendant la fermeture (article R.411-20 C. Route), coupure de route et autoroute ou restrictions de la circulation liées aux conditions météorologiques rencontrées dans l'Hérault ou, sur les axes routiers et autoroutiers, dans les autres départements
- article 1-II-a-5 : Autorisations exceptionnelles temporaires de circulation des véhicules de transport des matières dangereuses (article R.411-18 C. Route)
- article 1-II-a-6 : Dérogation exceptionnelle à l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds (article R.411-18 C. route)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur

Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11420

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Madame Florence **VERDIER-BRAQUET**, cheffe du service agriculture forêt, Madame Mylène **RAUD**, adjointe de la cheffe du service agriculture forêt, Madame Monique **ARNOLD-GAULHIAC**, cheffe de l'unité investissements et renouvellement des exploitations, Monsieur Fabien **BROCHIERO**, chef de l'unité forêt chasse, Madame Marylène **BOUYSSOU**, chef de l'unité PAC – aides surfaciques, Monsieur Laurent **THOMAS**, chargé de mission foncier et structures, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions:

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation de signature est donnée à Madame Florence **VERDIER-BRAQUET**, cheffe du service agriculture forêt, Madame Mylène **RAUD**, adjointe de la cheffe du service

agriculture forêt, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- dans les domaines agriculture et espaces naturels (article 1-XI)
- en matière de chasse et destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts, dans le domaine environnement (article 1-III-d)
- relatives aux établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibiers dont la chasse est autorisée, dans le domaine environnement (article 1-III-e)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **19 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11421

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul **SERVET**, chef du service d'aménagement territorial Ouest, Monsieur Laurent **MONTEL**, adjoint du chef du service d'aménagement territorial Ouest, Monsieur Fabrice **RENARD**, chargé de mission, Madame Brigitte **MICHEL**, cheffe de l'unité vigilance territoriale – conseil aux territoires, Madame Valérie **NAVARRO**, adjointe de la cheffe de l'unité vigilance territoriale – conseil aux territoires, Monsieur Bruno **CONTY** chef de l'unité application du droit des sols, Monsieur Romain **GUILLON**, adjoint du chef de l'unité application du droit des sols, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, Madame Clémence **GRASLAND**, cheffe de l'unité aménagement planification :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation est donnée à Monsieur Jean-Paul SERVET, chef du service d'aménagement territorial ouest, Monsieur Laurent MONTEL, adjoint du chef du service d'aménagement territorial ouest, et Monsieur Bruno CONTY, chef de l'unité application du droit des sols, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- dans les domaines aménagement foncier et urbanisme (article 1-V)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur



Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **19 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11421

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul **SERVET**, chef du service d'aménagement territorial Ouest, Monsieur Laurent **MONTEL**, adjoint du chef du service d'aménagement territorial Ouest, Monsieur Fabrice **RENARD**, chargé de mission, Madame Brigitte **MICHEL**, cheffe de l'unité vigilance territoriale – conseil aux territoires, Madame Valérie **NAVARRO**, adjointe de la cheffe de l'unité vigilance territoriale – conseil aux territoires, Monsieur Bruno **CONTY** chef de l'unité application du droit des sols, Monsieur Romain **GUILLON**, adjoint du chef de l'unité application du droit des sols, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, Madame Clémence **GRASLAND**, cheffe de l'unité aménagement planification :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation est donnée à Monsieur Jean-Paul SERVET, chef du service d'aménagement territorial ouest, Monsieur Laurent MONTEL, adjoint du chef du service d'aménagement territorial ouest, et Monsieur Bruno CONTY, chef de l'unité application du droit des sols, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- dans les domaines aménagement foncier et urbanisme (article 1-V)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur



Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11422

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Vincent **MONTEL**, chef du service infrastructures, éducation et sécurité routière, Monsieur Philippe **LERMINE**, adjoint du chef du service infrastructures, éducation et sécurité routière et chef de l'unité sécurité routière, Monsieur Jean-Marc **MALABAVE**, chef de l'unité examens permis de conduire et de l'unité coordination des auto-écoles, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel
- toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 dans les domaines de l'exploitation des routes et autoroutes (article 1-II-a) et

de l'éducation routière (article 1-II-b)

En outre, délégation est donnée à Monsieur Vincent **MONTEL**, chef du service infrastructures, éducation et sécurité routière, Monsieur Philippe **LERMINE**, adjoint du chef du service infrastructures, éducation et sécurité routière et chef de l'unité sécurité routière, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions, toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 :

- en matière de protection du cadre de vie, dans le domaine environnement (article 1-III-b-1)
- en matière de prévention des nuisances sonores des infrastructures de transport terrestre, dans le domaine environnement (article 1-III-b-2)
- dans le domaine transports (article 1-VI)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Secrétariat général**

Affaire suivie par : D.SCHMID
Téléphone : 04 34 46 60 00
Mél : ddtm-sg@herault.gouv.fr

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Arrêté DDTM34-2020-10-11423

portant subdélégation de signature « Préfet de l'Hérault »

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de Préfet de l'Hérault ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 5 novembre 2015 nommant Monsieur Matthieu GREGORY directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-I-1256 du 30 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1093 du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrice **PONCET**, chef du service eau, risques et nature, à Monsieur Julien **RENZONI**, adjoint du chef du service eau, risques et nature, à Madame Delphine **MATHEZ** chef de l'unité prévention des risques naturels, à Madame Lolita **ARRIGHI**, cheffe du pôle eau, à Monsieur Jean-Baptiste **SEGUY** adjoint du chef de l'unité prévention des risques naturels, à Monsieur François **GHIONE** chef de l'unité nature et biodiversité, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes décisions relatives aux congés annuels et jours de RTT des agents relevant de leur service, en matière d'administration générale, management, et gestion du personnel

En outre, délégation est donnée à Monsieur Patrice **PONCET**, chef du service eau, risques et nature, à Monsieur Julien **RENZONI**, adjoint du chef du service eau, risques et nature, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences relevant de leurs fonctions :

- toutes les décisions figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1093 du 26 août 2019 dans le domaine environnement (article 1-III)

ARTICLE 2. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,


Matthieu GREGORY

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
Service Infrastructures Éducation et Sécurité Routières,
Unité Coordination, Auto-école,**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL
Téléphone : 04 34 46 62 66
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le 08 OCT. 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E 15 034 0021 0

Portant renouvellement d'un agrément d'un établissement assurant l'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de la Route, et particulièrement les articles R 213-1 et R213-2 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 26 février 2018 modifié le 12 novembre 2018 portant création du Label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ;

VU l'arrêté préfectoral n° E 15 034 0021 0 en date du 08 octobre 2015 autorisant Madame Christelle BELLIVIER épouse LORTET née le 04 novembre 1974 à BEZIERS (34), domiciliée 10 Impasse Clos des Aspres à MONTAUD (34160), à exploiter, en qualité de présidente, un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur sis Pôle Commercial la Triade - 31 Allée de la Liberté à SAINT DREZERY (34160).

Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par Madame Christelle BELLIVIER épouse LORTET le 21 juillet 2020, relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Madame Christelle BELLIVIER épouse LORTET, est autorisée à exploiter, sous le n° E 15 034 0021 0, en qualité de présidente, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière sis **Pôle Commercial la Triade – 31 Allée de la Liberté à SAINT DREZERY (34160)** .

La dénomination sociale de cet établissement est « **AUTO ECOLE B-EASY** »

Le nom commercial de cet établissement est « **AUTO ECOLE B-EASY**»

ARTICLE 2 : Cet établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

« B » « B1 » « AAC »

ARTICLE 3 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

ARTICLE 4 : Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes. L'établissement doit répondre aux normes en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité contre l'incendie, et d'accessibilité aux personnes handicapées.

ARTICLE 5 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

ARTICLE 6 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

ARTICLE 7 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 8 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
Service Infrastructures Éducation et Sécurité Routières,
Unité Coordination, Auto-école,**

les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

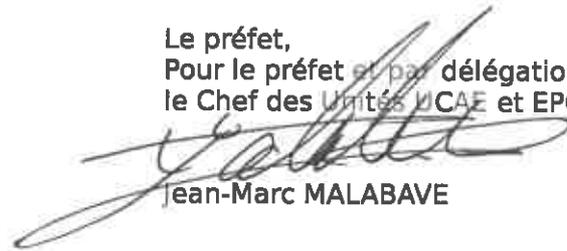
ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Madame Christelle BELLIVIER épouse LORTET.

ARTICLE 10 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

ARTICLE 11 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le Chef des Unités UCAE et EPC,


Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020 faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault - 34 place des Martyrs de la Résistance - 34063 MONTPELLIER Cedex 02 ou hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - 17, rue de la Harpe - 75004 PARIS CÉDEX 08, en l'absence de réponse dans un délai de deux mois - soit d'un recours contentieux.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier - 6 rue Pitot - 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible via le site www.telerecours.fr



Montpellier, le - 9 OCT. 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020-10-11412

**constatant les indices des fermages et leurs variations pour l'année 2020
fixant les prix maxima et minima des terres par nature de cultures
et déterminant les cours moyens pour les baux conclus en quantités de denrées**

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le Code rural livre IV et notamment ses articles L. 411-11 et suivants et R. 411-1 et suivants,
- VU** l'arrêté préfectoral DDTM 34 n°2019-10-10732 du 10 octobre 2019 fixant le loyer des bâtiments d'habitation, des terres et des bâtiments d'exploitation,
- VU** l'arrêté ministériel du 16 juillet 2020 constatant pour 2020 l'indice national des fermages,
- VU** l'arrêté préfectoral DDTM 34 n°2012-03-02037 du 12 mars 2012 portant fixation des valeurs locatives de certains équipements spécifiques loués par bail à ferme en vue d'activités de préparation et d'entraînement d'équidés domestiques,
- VU** l'arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Matthieu GREGORY Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- VU** l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux en date du 7 octobre 2020,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : L'indice des fermages est constaté pour 2020, dans les deux zones du département de Hérault, à la valeur suivante :

INDICE NATIONAL : 105,33

Cet indice, ainsi que toutes les valeurs mentionnées dans le présent arrêté, est applicable pour les échéances annuelles du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021.

ARTICLE 2 : La variation d'indice constatée par rapport à l'indice national : + 0,55 % pour la zone à dominante viticole et pour la zone à dominante élevage.

ARTICLE 3 : Pour les contrats concernant des cultures non pérennes, ainsi que les contrats conclus

en quantité de denrées avant 1995, le prix du fermage de l'année précédente est augmenté de la variation d'indice figurant dans l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Pour les contrats concernant certains équipements spécifiques loués par bail à ferme en vue d'activités de préparation et d'entraînement d'équidés domestiques le prix du fermage de l'année précédente est augmenté de la variation d'indice figurant dans l'article 2 du présent arrêté (voir annexe IV).

ARTICLE 5 : Lorsque le bailleur et le preneur choisissent, dans la rédaction du bail, d'actualiser le prix du fermage au moyen de l'indice départemental des fermages, le loyer est déterminé sur la base des prix maxima et minima des terres par nature de cultures figurant dans les annexes I et II au présent arrêté.

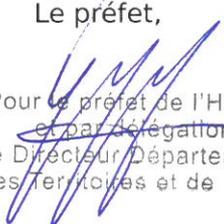
ARTICLE 6 : Pour les contrats concernant des cultures pérennes, lorsque le bailleur et le preneur choisissent, dans la rédaction du bail, d'évaluer le prix du fermage en quantité de denrées, les valeurs précisées en annexe III au présent arrêté doivent être utilisées pour traduire en monnaie le loyer des cultures viticoles, arboricoles ou oléicoles.

ARTICLE 7 : L'augmentation du loyer des bâtiments d'habitation ne peut excéder la variation de l'indice de référence des loyers publiés par l'INSEE et qui correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'évolution des prix à la consommation hors tabac et hors loyers constaté. L'indice de référence à prendre en compte est le dernier indice connu à la date d'anniversaire du bail.

ARTICLE 8 : Sont chargés de l'exécution du présent arrêté le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et fait l'objet des mesures d'affichage ou de publicité.

Le préfet,


Pour le préfet de l'Hérault
et par dérogation,
Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Matthieu GREGORY

Annexe I :

Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie
en zone à DOMINANTE VITICOLE

cultures générales

Indice 105,33
prix € /Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020

| | Nombre de points de 90 à 100 | Terres labourables | Prairies permanentes | Parcours |
|-----------------------|---------------------------------|--------------------|----------------------|----------|
| <u>1ère catégorie</u> | | | | |
| Prix maximum | | 180,05 | 182,22 | 8,87 |
| Prix minimum | | 149,60 | 146,40 | 7,28 |
| <u>2ème catégorie</u> | de 70 à 89 | | | |
| Prix maximum | | 149,60 | 146,40 | 7,28 |
| Prix minimum | | 124,50 | 122,15 | 5,85 |
| <u>3ème catégorie</u> | de 50 à 69 | | | |
| Prix maximum | | 124,50 | 122,15 | 5,85 |
| Prix minimum | | 96,17 | 91,34 | 4,56 |
| <u>4ème catégorie</u> | de 30 à 49 | | | |
| Prix maximum | | 96,17 | 91,34 | 4,56 |
| Prix minimum | | 64,01 | 60,43 | 2,88 |
| <u>5ème catégorie</u> | de 0 à 29 | | | |
| Prix maximum | | 64,01 | 60,43 | 2,88 |
| Prix minimum | | 31,10 | 29,54 | 1,36 |

Annexe I :

**Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie
en zone à DOMINANTE VITICOLE**

cultures spéciales

Indice 105,33

prix € /Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020

| | Nombre de points | POMMES | PECHES | OLIVES | | PRODUITS MARAICHERS | CULTURES LEGUMIERES | ASPERGES | | FRAIS BAILLEUR |
|-----------------------|------------------|----------|--------|----------|----------|---------------------|---------------------|---------------|--|----------------|
| | | | | Huile | Table | | | FRAIS PRENEUR | | |
| <u>1ère catégorie</u> | de 90 à 100 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 1 067,97 | 779,00 | 1 000,54 | 1 960,79 | 1 461,33 | 542,95 | 542,95 | | 1 809,67 |
| Prix minimum | | 898,16 | 691,06 | 805,24 | 1 523,79 | 1 272,11 | 449,34 | 449,34 | | 1 497,71 |
| <u>2ème catégorie</u> | de 70 à 89 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 898,16 | 691,06 | 805,24 | 1 523,79 | 1 272,11 | 449,34 | 449,34 | | 1 497,71 |
| Prix minimum | | 872,67 | 559,27 | 550,47 | 1 080,53 | 1 028,56 | 422,64 | 422,64 | | 1 247,87 |
| <u>3ème catégorie</u> | de 50 à 69 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 872,67 | 559,27 | 550,47 | 1 080,53 | 1 028,56 | 422,64 | 422,64 | | 1 247,87 |
| Prix minimum | | 673,57 | 391,02 | 325,71 | 637,87 | 811,94 | 280,69 | 280,69 | | 935,47 |
| <u>4ème catégorie</u> | de 30 à 49 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 673,57 | 391,02 | 325,71 | 637,87 | 811,94 | 280,69 | 280,69 | | 935,47 |
| Prix minimum | | 449,17 | 322,90 | 99,72 | 195,32 | 348,81 | 187,10 | 187,10 | | 623,35 |
| <u>5ème catégorie</u> | de 0 à 29 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 449,17 | 322,90 | 99,72 | 195,32 | 348,81 | 187,10 | 187,10 | | 623,35 |

Annexe I :

**Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie
en zone à DOMINANTE VITICOLE**

cultures spéciales (vignes)

**Indice 105,33
prix € /Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020**

| NATURE : | Nombre de points | VDT | VDP | Picpoul AOC | Pic St Loup AOC | Coteaux du Languedoc AOC | Minervois AOC | Faugeres St Chinian AOC | Muscats de Frontignan | Muscats de Mireval | Muscats de Lunel | Muscats de Minervois | Chardonnay | Sauvignon | Syrah | Merlot-Cabernet |
|----------------|------------------|--------|--------|-------------|-----------------|--------------------------|---------------|-------------------------|-----------------------|--------------------|------------------|----------------------|------------|-----------|----------|-----------------|
| DE TERRES : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1ère catégorie | de 90 à 100 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 864,61 | 914,23 | 1 314,90 | 1 259,35 | 843,57 | 888,10 | 977,40 | 966,26 | 1 804,44 | 1 403,47 | 1 704,42 | 1 954,83 | 1 178,94 | 1 102,69 | 1 152,84 |
| Prix minimum | | 818,68 | 800,02 | 1 127,77 | 1 079,45 | 723,08 | 749,15 | 837,77 | 830,72 | 1 611,17 | 1 253,14 | 1 557,31 | 1 637,05 | 1 010,10 | 944,95 | 988,14 |
| 2ème catégorie | de 70 à 89 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 818,68 | 800,02 | 1 127,77 | 1 079,45 | 723,08 | 749,15 | 837,77 | 830,72 | 1 611,17 | 1 253,14 | 1 557,31 | 1 637,05 | 1 010,10 | 944,95 | 988,14 |
| Prix minimum | | 656,08 | 686,02 | 940,18 | 899,53 | 602,53 | 641,08 | 698,13 | 691,40 | 1 288,90 | 1 002,46 | 1 217,34 | 1 396,31 | 841,34 | 787,53 | 823,79 |
| 3ème catégorie | de 50 à 69 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 656,08 | 686,02 | 940,18 | 899,53 | 602,53 | 641,08 | 698,13 | 691,40 | 1 288,90 | 1 002,46 | 1 217,34 | 1 396,31 | 841,34 | 787,53 | 823,79 |
| Prix minimum | | 543,01 | 543,01 | 689,18 | 658,87 | 443,02 | 457,78 | 511,98 | 507,09 | 979,37 | 859,23 | 926,93 | 1 117,03 | 673,06 | 630,00 | 658,76 |
| 4ème catégorie | de 30 à 49 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 543,01 | 543,01 | 689,18 | 658,87 | 443,02 | 457,78 | 511,98 | 507,09 | 979,37 | 859,23 | 926,93 | 1 117,03 | 673,06 | 630,00 | 658,76 |
| Prix minimum | | 360,04 | 371,49 | 509,27 | 478,87 | 322,19 | 332,92 | 372,29 | 368,74 | 644,43 | 501,20 | 608,60 | 823,80 | 504,79 | 472,57 | 494,04 |
| 5ème catégorie | de 0 à 29 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 360,04 | 371,49 | 509,27 | 478,87 | 322,19 | 332,92 | 372,29 | 368,74 | 644,43 | 501,20 | 608,60 | 823,80 | 504,79 | 472,57 | 494,04 |
| Prix minimum | | 295,85 | 285,66 | 375,18 | 358,80 | 241,35 | 248,89 | 279,22 | 276,51 | 483,30 | 375,88 | 456,42 | 558,85 | 336,52 | 315,00 | 329,33 |

Annexe II :

Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie en zone à DOMINANTE ÉLEVAGE

cultures générales

Indice 105,33
prix € /Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020

| | Nombre de points | Terres labourables | Prairies permanentes | Parcours |
|-----------------------|------------------|--------------------|----------------------|----------|
| <u>1ère catégorie</u> | de 90 à 100 | | | |
| Prix maximum | | 168,70 | 168,70 | 8,26 |
| Prix minimum | | 139,55 | 136,59 | 6,75 |
| <u>2ème catégorie</u> | de 70 à 89 | | | |
| Prix maximum | | 139,55 | 136,59 | 6,75 |
| Prix minimum | | 116,35 | 113,93 | 5,53 |
| <u>3ème catégorie</u> | de 50 à 69 | | | |
| Prix maximum | | 116,35 | 113,93 | 5,53 |
| Prix minimum | | 88,43 | 86,38 | 4,34 |
| <u>4ème catégorie</u> | de 30 à 49 | | | |
| Prix maximum | | 88,43 | 86,38 | 4,34 |
| Prix minimum | | 56,37 | 55,86 | 2,65 |
| <u>5ème catégorie</u> | de 0 à 29 | | | |
| Prix maximum | | 56,37 | 55,86 | 2,65 |
| Prix minimum | | 29,04 | 27,58 | 1,33 |

Annexe II :

Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie
en zone à DOMINANTE ÉLEVAGE

cultures spéciales

Indice 105,33
prix €/Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020

| | Nombre de points | POMMES | PECHES | OLIVES Huile | OLIVES Table | PRODUITS MARAICHERS | CULTURES LEGUMIERES | ASPERGES | FRAIS PRENEUR | FRAIS BAILLEUR |
|-----------------------|------------------|--------|--------|--------------|--------------|---------------------|---------------------|----------|---------------|----------------|
| <u>1ère catégorie</u> | de 90 à 100 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 989,27 | 729,08 | 1 107,62 | 2 168,74 | 1 352,07 | 533,14 | 533,14 | | 1 687,71 |
| Prix minimum | | 929,27 | 644,98 | 859,19 | 1 681,90 | 1 176,77 | 441,25 | 441,25 | | 1 396,62 |
| <u>2ème catégorie</u> | de 70 à 89 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 929,27 | 644,98 | 859,19 | 1 681,90 | 1 176,77 | 441,25 | 441,25 | | 1 396,62 |
| Prix minimum | | 869,09 | 521,53 | 608,84 | 1 192,76 | 951,50 | 367,74 | 367,74 | | 1 163,82 |
| <u>3ème catégorie</u> | de 50 à 69 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 869,09 | 521,53 | 608,84 | 1 192,76 | 951,50 | 367,74 | 367,74 | | 1 163,82 |
| Prix minimum | | 627,38 | 364,63 | 357,02 | 705,52 | 757,13 | 261,74 | 261,74 | | 872,84 |
| <u>4ème catégorie</u> | de 30 à 49 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 627,38 | 364,63 | 357,02 | 705,52 | 757,13 | 261,74 | 261,74 | | 872,84 |
| Prix minimum | | 418,86 | 291,53 | 110,29 | 216,02 | 328,04 | 172,78 | 172,78 | | 582,06 |
| <u>5ème catégorie</u> | de 0 à 29 | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 418,86 | 291,53 | 110,29 | 216,02 | 328,04 | 172,78 | 172,78 | | 582,06 |
| Prix minimum | | 209,38 | 153,66 | 0,00 | 0,00 | 176,70 | 86,68 | 86,68 | | 290,56 |

Annexe II :

Fixation des fourchettes maxima et minima par nature de cultures et catégories de terre pour les baux fixés en monnaie en zone à DOMINANTE ÉLEVAGE

cultures spéciales (vignes)

Indice 105,33
prix € /Ha actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020

| NATURE : | Nombre de points | VDT | VDP | Coteaux du Languedoc AOC | Minervois AOC | Faugeres AOC | St Chinian AOC | Chardonnay | Sauvignon | Syrah | Merlot-Cabernet |
|-----------------------|------------------|--------|--------|--------------------------|---------------|--------------|----------------|------------|-----------|----------|-----------------|
| CATEGORIE | | | | | | | | | | | |
| DE TERRES : | | | | | | | | | | | |
| <u>1ère catégorie</u> | de 90 à 100 | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 843,68 | 884,20 | 837,62 | 941,01 | 927,61 | 904,62 | 1 641,06 | 1 179,18 | 1 102,92 | 1 212,01 |
| Prix minimum | | 792,06 | 773,02 | 717,95 | 802,89 | 794,89 | 783,18 | 1 406,61 | 1 010,31 | 945,14 | 1 038,88 |
| <u>2ème catégorie</u> | de 70 à 89 | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 792,06 | 773,02 | 717,95 | 802,89 | 794,89 | 783,18 | 1 406,61 | 1 010,31 | 945,14 | 1 038,88 |
| Prix minimum | | 632,95 | 663,35 | 597,27 | 669,07 | 662,62 | 646,03 | 1 172,17 | 841,52 | 787,69 | 870,94 |
| <u>3ème catégorie</u> | de 50 à 69 | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 632,95 | 663,35 | 597,27 | 669,07 | 662,62 | 646,03 | 1 172,17 | 841,52 | 787,69 | 870,94 |
| Prix minimum | | 525,69 | 525,21 | 438,70 | 490,59 | 485,91 | 473,75 | 937,74 | 673,19 | 630,13 | 634,85 |
| <u>4ème catégorie</u> | de 30 à 49 | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 525,69 | 525,21 | 438,70 | 490,59 | 485,91 | 473,75 | 937,74 | 673,19 | 630,13 | 634,85 |
| Prix minimum | | 348,25 | 359,38 | 319,06 | 356,76 | 353,36 | 344,91 | 703,29 | 504,89 | 472,66 | 481,86 |
| <u>5ème catégorie</u> | de 0 à 29 | | | | | | | | | | |
| Prix maximum | | 348,25 | 359,38 | 319,06 | 356,76 | 353,36 | 344,91 | 703,29 | 504,89 | 472,66 | 481,86 |
| Prix minimum | | 286,19 | 276,37 | 239,30 | 267,56 | 265,43 | 258,62 | 468,85 | 336,59 | 315,07 | 361,76 |

Annexe III :

Fixation des cours moyens des denrées concernant les cultures permanentes viticoles, arboricoles, oléicoles pour les baux conclus en quantités de denrées*

| DENREES | | Unité | Prix en euros actualisés pour la campagne 2020 |
|---------------------------------|-----------------------------|---------|--|
| Baux conclus depuis le 11/03/99 | Picpoul Coteaux Languedoc | l'hl | 140 |
| | Pic St Loup | l'hl | 165 |
| | Autres Coteaux Languedoc | l'hl | 90 |
| | Minervois | l'hl | 92 |
| | Faugères | l'hl | 106 |
| | St Chinian | l'hl | 100 |
| AOP | | | |
| (VIN AOC) | Muscat Frontignan | l'hl | 215 |
| | Muscat Mireval | l'hl | 190 |
| | Muscat Lunel | l'hl | 170 |
| | Muscat St Jean de Minervois | l'hl | 220 |
| | Chardonnay | l'hl | 91 |
| IGP (VIN de CEPAGE) | Sauvignon | l'hl | 80 |
| | Syrah | l'hl | 72 |
| | Merlot | l'hl | 71 |
| | Cabernet | l'hl | 71 |
| | Grenache noir | l'hl | 70 |
| | Cinsault rosé | l'hl | 71 |
| | Viognier | l'hl | 90 |
| | Muscat petit grain sec | l'hl | 80 |
| | Pinot noir | l'hl | 91 |
| IGP (Vin de pays) | VDP | l'hl | 60 |
| SANS I G P (Vin de Table) | de 0 à 166 °hl/ha | le °/hl | 4 |
| | au-delà de 166 °hl/ha | le °/hl | 1,7 |
| OLIVE | huilerie | le kg | 1 |
| | de table | le kg | 2,5 |
| POMME | moyenne | le kg | 0,29 |

*** Pour les baux conclus en quantités de denrées concernant des cultures permanentes ne figurant pas dans le présent arrêté, notamment en raison de leur faible représentativité dans l'Hérault, les contractants peuvent se référer aux valeurs d'arrêtés préfectoraux d'autres départements producteurs.**

Annexe IV :

**DÉFINITION DE L'ÉTAT STANDARD DES ÉQUIPEMENTS
ET VALEUR LOCATIVE ACTUALISÉE A COMPTER DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
CONSTATANT L'INDICE DES FERMAGES POUR L'ANNÉE 2020
prix € actualisés en fonction de la variation d'indice de +0,55 % de 2019/2020
Indice 105,33**

| EQUIPEMENTS | CRITERES DE L'ETAT STANDARD | VALEUR LOCATIVE ACTUALISEE |
|---|---|----------------------------|
| Boxes individuels | Surface utile de 9m ² /animal. Sol dalle béton ou revêtement dur et imperméable antidérapant. Eau et électricité. Ventilation. Bon état d'entretien. Accessibilité normale | 93,63 €/box/an |
| Écurie ouverte (abris paddocks) | Surface 6 m ² /animal. Ventilation. Accessibilité normale. Bon état d'entretien | 8,32 €/m ² /an |
| Aire d'évolution (carrière) | 1200 m ² (60x20) / Sol adapté* (terrassment + sable) / Eclairage / Système d'arrosage / Accessibilité | 1,04 €/m ² /an |
| Aire d'évolution circulaire (rond de longe) | Diamètre 20 m, soit 315 m ² env. Sol adapté (terrassment + sable) Système d'arrosage. Accessibilité normale | 3,12 €/m ² /an |
| Sellerie | Surface de 15 m ² . Local fermant à clé et conforme aux critères des assurances (vol) Électricité. Équipée de porteselle et porte-filets. Bon état d'entretien | 11,44 €/m ² /an |
| Enclaves (collectif) (hors prairies) | Surface 500 m ² par cheval / Sol adapté / clôture en bon état. | 0,10 €/m ² /an |
| Paddock Détente individuel | 100 m ² /animal / Sol adapté* (terrassment + sable) / Clôture en bon état | 0,12 €/m ² /an |
| Aire de pansage extérieure | Surface de 6m ² /cheval / Anneaux d'attache / Sol béton | 0,21 €/m ² /an |
| Manège | Surface de 800 m ² / Semi-bardé / Éclairage / Eau/sol sable adapté | 8,32 €/m ² /an |
| Local d'accueil du public | Surface 25 m ² . Eau potable et Électricité. Chauffage. WC. Conformité aux normes d'accueil du public. Bon état d'entretien | 36,41 €/m ² /an |
| Batiment de stockage (Pailles, fourrages et autres, nourritures, matériels) | 300 m ² . Ossature bois ou métal. Bardage 3 côtés / Électricité avec force motrice / Récupération et évacuation eau pluviale/ Hauteur utile 4,5 m. Bon état d'entretien. | 5,20 €/m ² /an |



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service eau, risques et nature

Affaire suivie par : AO/DM
Téléphone : 04 34 46 62 10
Mél : ddtm-sern-prnt@herault.gouv.fr

Montpellier, le 13 octobre 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2020-10-11424

portant mise à l'enquête publique du projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de PÉROLS

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-8 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels et ses articles L 123-1 à L 123-18 et R 123-1 à R 123-24 relatifs aux enquêtes publiques ;

VU le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de PÉROLS approuvé le 06 février 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2016-06-07411 du 22 juin 2016 prescrivant la révision du plan de prévention des risques d'inondation (débordement fluvial et risques littoraux) de la commune de PÉROLS ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-06-10456 en date du 12 juin 2019 portant prolongation de l'arrêté n°DDTM34-2016-06-07411 du 22 juin 2016 prescrivant la révision du plan de prévention des risques d'inondation (débordement fluvial et risques littoraux) de la commune de PÉROLS ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-I-1093 en date du 26 août 2019 portant délégation de signature du préfet, du département de l'Hérault à Monsieur Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

VU la décision de Monsieur le vice-président du Tribunal Administratif de Montpellier n°E20000072/34 en date du 22/09/2020 désignant Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, retraitée, en qualité de commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation doit être soumis à une enquête publique,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Objet

Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de PÉROLS qui aura lieu du 16 novembre au 16 décembre 2020 inclus, soit pour une durée de 31 jours.

Dans le contexte de l'épidémie COVID-19, les mesures d'hygiène et de distanciation sociales seront affichées en mairie et devront être respectées.

ARTICLE 2 : Consultation du dossier pendant la durée de l'enquête

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de PÉROLS (Mairie de Pérols, Place Carnot, CS 80005, 34 473 PÉROLS CEDEX).

Le dossier d'enquête sera consultable en mairie de PÉROLS pendant toute la durée de l'enquête mentionnée à l'article 1, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 (hors jours fériés), et lors des permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 4.

Le dossier d'enquête dématérialisé sera également mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault : <http://www.herault.gouv.fr> (rubrique Politiques publiques / Environnement, risques naturels et technologiques / Risques naturels et technologiques / Les plans de prévention des risques en cours d'élaboration / Les plans de prévention des risques « inondation » (PPRI) / Pérols¹).

Un accès gratuit au dossier d'enquête dématérialisé sera possible au moyen d'un poste informatique mis à disposition du public dans les locaux de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi, de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00 (hors jours fériés).

Le dossier d'enquête publique pourra enfin être communiqué, à ses frais, à toute personne qui en fera la demande à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34 – Bâtiment Ozone, 181 place Ernest Granier – CS 60 556 – 34064 Montpellier cedex 02 ; téléphone : 04 34 46 62 10), dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Présentation des observations pendant la durée de l'enquête

Aux jours et heures de consultation du dossier d'enquête précisés aux articles 1 et 2 ci-dessus, le public pourra consigner ses observations et propositions relatives au projet de plan sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, déposé en mairie de PÉROLS durant le temps de l'enquête.

Les observations sur le dossier pourront également être présentées par voie électronique à l'adresse suivante : ddtm-sern-prnt@herault.gouv.fr, en mentionnant l'objet « Enquête publique du PPRI de Pérols », du 16 novembre à 8h30 au 16 décembre 2020 à 17h00 inclus.

Toute correspondance relative au projet de plan soumis à l'enquête pourra, par ailleurs, être adressée en mairie de PÉROLS à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante :

Mme Danielle BERNARD-CASTEL commissaire enquêteur
Plan de Prévention des Risques d'Inondation de Pérols
Mairie – Place Carnot - CS 80005 - 34 473 PÉROLS CEDEX

Enfin, les observations et propositions écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur dans le cadre de ses permanences mentionnées à l'article 4.

Le commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la demande dûment motivée.

L'ensemble des observations écrites mentionnées précédemment relatives au dossier soumis à enquête publique, reçues par courrier, par mail, ou dans le cadre des permanences, sera inséré dans le registre d'enquête visé au 1^{er} alinéa, et publié sur le site internet indiqué à l'article 2 ci-dessus.

1 <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Les-Plans-de-Prevention-des-Risques-en-cours-d-elaboration/Plans-de-prevention-des-risques-Inondation-PPRI/Perols>

ARTICLE 4 : Permanences du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur se tiendra en mairie à la disposition du public :

- le jeudi 19 novembre 2020 de 13h30 à 17h,
- le mercredi 2 décembre 2020 de 9h à 12h,
- le mercredi 16 décembre 2020 de 14h à 17h (clôture de l'enquête).

ARTICLE 5 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet, auprès de laquelle toute information relative au Plan de Prévention des Risques d'Inondation pourra être demandée, est la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault, service eau, risques et nature / unité prévention des risques naturels et technologiques (DDTM 34 – Bâtiment Ozone, 181 place Ernest Granier – CS 60 556 – 34064 Montpellier cedex 02 ; téléphone : 04 34 46 62 10).

ARTICLE 6 : Rapport d'enquête, conclusions et avis du commissaire enquêteur

A l'expiration du délai d'enquête, le 16 décembre 2020, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Il transmettra dans un délai de 8 jours au responsable du projet les observations orales et écrites consignées dans un PV de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour transmettre ses observations.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera dans un document séparé, ses conclusions et son avis.

Dès leur réception par le responsable du projet mentionné à l'article 5, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée en préfecture et en mairie de Pérols, où elle sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, ainsi qu'à la DDTM de l'Hérault. Elle sera également publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault mentionné à l'article 2 dans les mêmes conditions de délai.

ARTICLE 7 : Publications

Une copie du présent arrêté sera adressée à monsieur le Maire de PÉROLS et à madame le commissaire enquêteur.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État dans l'Hérault.

Un avis sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département de l'Hérault. Il sera également publié sur le site internet visé à l'article 2, et par voie d'affiches dans la commune de Pérols (en mairie et sur sites) quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Ces affiches seront conformes aux prescriptions fixées par les articles L123-10 et R123-11 du code de l'environnement et aux caractéristiques fixés par arrêté ministériel.

ARTICLE 8 : Autorité compétente – nature de la décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête publique

L'autorité compétente pour la révision du PPRI est le préfet de l'Hérault. Ainsi, à l'issue de l'enquête publique prévue au présent arrêté, le PPRI pourra être approuvé par arrêté du préfet de l'Hérault.

ARTICLE 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le Maire de PÉROLS et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,



Pour le préfet de l'Hérault
et par délégation,
Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Matthieu GREGORY

MONTPELLIER, LE 15 JANV. 2020

DR Montpellier
18 RUE PAUL BROUSSE
34056 MONTPELLIER
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : GAILLAC Emmanuel
Téléphone : 09 70 27 69 00
Télécopie : 04 67 58 79 15
Mél : dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr

Décision 2020/1 du directeur régional à MONTPELLIER portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

BRIVET Francois

Annexe I à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Décharge | Recouvrement | Rejet | Restitution | Réduction |
|---|----------|--------------|----------|-------------|-----------|
| CASINO Isabelle (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| SIMON Philippe (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | illimité | illimité | illimité | illimité | illimité |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 60000 | 60000 | 5000 | 0 | 0 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 60000 | 60000 | 5000 | 0 | 0 |
| BIAUSSAT Francois (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| COSTANZO Jean-Michel (Montpellier bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| OCHOA Josian (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| FELIX Christian (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| GUILLERMAIN Brice (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| TUFFERY Frederique (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| CABELLO Muriel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| MEYER Joel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| DE SANTIS Joseph (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| FROELICHER Christophe (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| CHAPUIS Alain (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| DAVRIEUX Regis (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 40000 | 40000 | 3000 | 0 | 0 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 60000 | 60000 | 5000 | 0 | 0 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 60000 | 60000 | 5000 | 0 | 0 |

Annexe II à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|---|----------|------------|----------|----------|-------------|
| CASINO Isabelle (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| SIMON Philippe (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | illimité | illimité | illimité | illimité | illimité |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 10000 | 0 | 40000 | 0 | 5000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 1000 | 0 | 40000 | 0 | 5000 |
| AVID Lionel (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| AZALBERT Eric (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| BERTHOMIEU Jacky (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| BIAUSSAT Francois (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| CAUVY Michel (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| COSTANZO Jean-Michel (Montpellier bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| DUPUIS Fabien (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| GIRARD Patricia (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| OCHOA Josian (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| PUERTO Myriam (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| TIMEE Frederic (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| TRICARICO Robert (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| BRUN Marie-Helene (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| DRIEUX Anne-Marie (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| FELIX Christian (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |

| | | | | | |
|---|------|---|---|---|------|
| PAREDE Jean (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| BAROTIN Olivier (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| DALLE Dimitri (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| GENTIL Isabelle (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| GUILLERMAIN Brice (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| MALVILAN Philippe (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| PERONNE Eric (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| PUJO SAUSSET Marie (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| RODIER Adrien (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| SANTISTEBAN Sophie (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| TREUIL Thierry (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| TUFFERY Frederique (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| CABELLO Muriel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| CERVANTES Agnes (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| DARLY Laurent (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| FOURNIER Jean-Jacques (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| GOMEZ Sylvie (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| GRANGE Laurence (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| LAURIOL Pascal (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| MEYER Joel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| MIQUEL Jeffrey (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| OSTENGO Laure (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| SANSARNY Eric (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| COMOY Sandra (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| CROUZET Dominique (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| DE SANTIS Joseph (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| FROEHLICHER Christophe (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| GAMBI Audrey (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| GARCIA Richard (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |

| | | | | | |
|---|-------|---|-------|---|------|
| GRANSART Serge (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| MACHET Viviane (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| AMBLARD Eric (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| BELTRA Paul (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| CHAPUIS Alain (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| COMTE Chantal (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| DAVRIEUX Regis (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 8000 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| MONY Carine (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| SCHMIT Fabrice (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 10000 | 0 | 40000 | 0 | 5000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 10000 | 0 | 40000 | 0 | 5000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 3000 |

Annexe III à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis

« PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
| CASINO Isabelle (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SIMON Philippe (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| AVID Lionel (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| AZALBERT Eric (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BERTHOMIEU Jacky (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BIAUSSAT Francois (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CAUVY Michel (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| COSTANZO Jean-Michel (Montpellier bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DUPUIS Fabien (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GIRARD Patricia (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LASCO Mylene (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| OCHOA Josian (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PUERTO Myriam (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TIMEE Frederic (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TRICARICO Robert (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BRUN Marie-Helene (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|--|-------|------|------|-------|
| DRIEUX Anne-Marie (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| FELIX Christian (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PAREDE Jean (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DALLE Dimitri (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GENTIL Isabelle (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GUILLERMAIN Brice (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MALVILAN Philippe (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PERONNE Eric (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PUJO SAUSSET Marie (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| RODIER Adrien (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SANTISTEBAN Sophie (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TREUIL Thierry (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TUFFERY Frederique (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| VILLACRECES Jerome (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CABELLO Muriel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CERVANTES Agnes (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DARLY Laurent (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| FOURNIER Jean-Jacques (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GOMEZ Sylvie (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GRANGE Laurence (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LAURIOL Pascal (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 2500 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MEYER Joel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MIQUEL Jeffrey (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| OSTENGO Laure (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| QUILES Eliane (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SANSARNY Eric (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| COMOY Sandra (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CROUZET Dominique (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DE SANTIS Joseph (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| FERRARA Therese (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|--|-------|------|------|-------|
| FROELICHER Christophe (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GAMBI Audrey (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GARCIA Richard (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GRANSART Serge (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MACHET Viviane (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| AMBLARD Eric (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BELTRA Paul (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CHAPUIS Alain (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| COMTE Chantal (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DAVRIEUX Regis (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MONY Carine (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SCHMIT Fabrice (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BENGHERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|--|-------|------|------|-------|
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|---|-------|------|------|-------|
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PAUL EDSON Oniharisoa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|---|-------|------|------|-------|
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BEAUVARGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

| | | | | |
|---|-------|------|------|-------|
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| CECCOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 10000 |
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 10000 | 4000 | 1000 | 10000 |

Annexe IV à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| CASINO Isabelle (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SIMON Philippe (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | illimité | 100000 | 250000 |
| MESTRE Lionel (Montpellier GIR), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| BIAUSSAT Francois (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COSTANZO Jean-Michel (Montpellier bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| OCHOA Josian (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| BRUN Marie-Helene (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FELIX Christian (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| BAROTIN Olivier (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DALLE Dimitri (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GENTIL Isabelle (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GUILLERMAIN Brice (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MALVILAN Philippe (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| PERONNE Eric (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PUJO SAUSSET Marie (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| RODIER Adrien (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TREUIL Thierry (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TUFFERY Frederique (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| VILLACRECES Jerome (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CABELLO Muriel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| CERVANTES Agnes (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GOMEZ Sylvie (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|--|------|-------|--------|
| LAURIOL Pascal (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MEYER Joel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MIQUEL Jeffrey (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COMOY Sandra (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CROUZET Dominique (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DE SANTIS Joseph (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| FROELICHER Christophe (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GAMBI Audrey (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GARCIA Richard (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GRANSART Serge (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MACHET Viviane (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMBLARD Eric (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BELTRA Paul (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHAPUIS Alain (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COMTE Chantal (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DAVRIEUX Regis (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MONY Carine (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SCHMIT Fabrice (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 5000 | 50000 | 250000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| BENGERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|---|------|-------|--------|
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|---|------|-------|--------|
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAUL EDSON Oniharisoa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|--|------|-------|--------|
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BEAVERGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CECOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |

| | | | |
|--|------|-------|--------|
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TOURNIER Pascale (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

Annexe V à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| CASINO Isabelle (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 50000 |
| SIMON Philippe (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 50000 |
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | illimité | 100000 | 250000 |
| MESTRE Lionel (Montpellier GIR), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| BIAUSSAT Francois (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COSTANZO Jean-Michel (Montpellier bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| OCHOA Josian (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| BRUN Marie-Helene (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FELIX Christian (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| BAROTIN Olivier (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DALLE Dimitri (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GENTIL Isabelle (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GUILLERMAIN Brice (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MALVILAN Philippe (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| PERONNE Eric (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PUJO SAUSSET Marie (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| RODIER Adrien (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SANTISTEBAN Sophie (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TREUIL Thierry (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TUFFERY Frederique (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| VILLACRECES Jerome (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CABELLO Muriel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| CERVANTES Agnes (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|--|------|-------|--------|
| GOMEZ Sylvie (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LAURIOL Pascal (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MEYER Joel (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MIQUEL Jeffrey (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COMOY Sandra (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CROUZET Dominique (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DE SANTIS Joseph (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| FROEHLICHER Christophe (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GAMBI Audrey (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| GARCIA Richard (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GRANSART Serge (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MACHET Viviane (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMBLARD Eric (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BELTRA Paul (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHAPUIS Alain (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| COMTE Chantal (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DAVRIEUX Regis (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| MONY Carine (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SCHMIT Fabrice (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 5000 | 50000 | 250000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 5000 | 50000 | 250000 |
| BENGERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|---|------|-------|--------|
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|--|------|-------|--------|
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAUL EDSON Oniharisoa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|---|------|-------|--------|
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BEAUVERGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| CECCOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

| | | | |
|---|------|-------|--------|
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 3000 | 25000 | 150000 |
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 3000 | 25000 | 75000 |
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| TOURNIER Pascale (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 5000 | 75000 |

Annexe VI à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Chèques, effets de commerce... | Montant des billets, pièces... |
|--|--------------------------------|--------------------------------|
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 300000 | 150000 |
| MESTRE Lionel (Montpellier GIR), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 100000 | 50000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 100000 | 50000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 100000 | 50000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 100000 | 50000 |
| BENGHERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 75000 | 30000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |

| | | |
|---|-------|-------|
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |

| | | |
|---|-------|-------|
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PAUL EDSON Oniharioa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 75000 | 30000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |

| | | |
|---|-------|-------|
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BEAUVERGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| CECCOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 75000 | 30000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 75000 | 30000 |
| TOURNIER Pascale (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 75000 | 30000 |

Annexe VII à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MESTRE Lionel (Montpellier GIR), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 1500 | 7500 | 15000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BENGERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 7500 | 15000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAUL EDSON Oniharisoa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BEAUVARGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CECCOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 4000 | 10000 |
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| TOURNIER Pascale (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

Annexe VIII à la décision n° 2020/1 du 15 janv. 2020 du directeur régional *BRIVET Francois*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| HARAZIN Laurent (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MESTRE Lionel (Montpellier GIR), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COURRIEU Pierre (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GENEVET Martial (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| EL FASSI Abdelhafid (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL | 1500 | 7500 | 15000 |
| VERDURON Samantha (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BENGHERADA Ajib (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BERNABE Elian (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHET Maxime (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUSQUET Olivier (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CAMBRES Mickael (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CASSAN Emmanuel (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CHARDON Antoine (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CORNEILLE Sebastien (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DA ROCHA LOPES Remi (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DOLCE DANJARD Isabelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DUBOIS Joelle (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DUBOIS Fabrice (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FORTI Nathalie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FREZIL Valerie (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GADILLE Alexandre (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GEHAN Guillaume (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GINESTE Claude (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GRANDSIRE Dominique (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HAYET Georges (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HUMBERT Gilles (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JACOUD Paul (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LETONDOR Aurelien (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| LOISEAU Martine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LUTGEN Stephane (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MUGUET Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NABOS Marie-Claude (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PEREZ Antoine (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PRATO Renaldo (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RIDAO Yohann (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROBIN Vincent (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROUSSEL Romain (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| RUIZ Noelle (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SAINT JORE Cedric (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SAUREL Davina (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SERRANO Stephanie (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| THIETART Cyril (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VERNIERES Julien (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VILAREM Remy (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AMBLARD Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AUBERT Jerome (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BALESTER Philippe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BENOIT Patricia (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BESSE Cedric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BIND Christophe (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHER Nathalie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOUCHER Stephane (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BRITIS BETBEDER Thibaut (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CARRASCO Sebastien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CLAUDON Eric (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DELAUNAY Noemie (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GALAUP Patrick (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GIL Alain (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GUILLOT Eddy (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| LAOUNI Laila (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LEFEBVRE Christelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MAJOREL Frederic (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MANCER Amar (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NOVALES Baptiste (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| OCHOA Caroline (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| OUNEJMA Yassine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PASCUAL CHAMP Joelle (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAUL EDSON Oniharioa (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PELERIN Daniele (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| POMMART David (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PRIOULT Julien (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SANTULARIA Jose (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TOTAL Delphine (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ALBA Thierry (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ALBANIAC Franck (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARENALES Alexandra (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARENALES Patrice (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ARNAUD Stephane (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BAHA Youssef (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CHAMP Didier (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DARMON Jeff (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| DAVAL Johan (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DERIAS Hedi (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| EL RHAZZAR Mohamed (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| FLINOIS Olivier (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GLAUSSEL Jean-Louis (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GOHIER Christophe (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| GRARE Stephanie (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERNANDEZ Francois (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| IRAILLES Marc (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LOMBARD Nicolas (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| NAVET Guillaume (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAPINI Eric (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| REVERBEL Philippe (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SCHAETZLE Michele (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TEYCHON Loic (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TONNEL Josselin (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| AMISI Ngumbi (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ANDRE Annick (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BEAVERGER Bruno (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BECHIR Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BOIREAU Jerome (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| BONAFOS Bruno (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Anne-Sophie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CATTIL Mylene (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| CECOTTI Marine (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GARCIA Romain (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| GERVAIS Geraldine (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERAUD Nathalie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HERAUD Laurent (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| HUC Jerome (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 7500 | 10000 |
| JANELLO Patrice (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE BAYEC Argentina (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LE NUE Jessica (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LOORIUS Emmanuel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| LOZANO Melanie (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| MONIN Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| OUANNOU Bachir (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PALERMINI Frederic (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PASTANT Jocrisse (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| PAUSE Jean-Alain (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PLANCHETTE Tanguy (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| ROUFFIA Jean-Luc (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SANSAN Jean-Christophe (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 4000 | 10000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| SERIN Alexandre (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| SNAPP Michel (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| TOURNIER Pascale (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |
| VASSEUR Franck (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1000 | 4000 | 10000 |

Arrêtent :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles de **APEA -Service AEMO à MONTPELLIER** sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en euros | Total en euros |
|-----------------|--|--------------------------|---|
| Charges | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 140 106,00 € | 3 098 835,00 € |
| | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel | 2 546 245,00 € | |
| | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure | 412 484,00 € | |
| Produits | Groupe I : Produits de la tarification | 2 883 299,55 € | 2 946 032,55 € (excédent reporté : 152 802,45 €) |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 48 733,00 € | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 14 000,00 € | |

Article 2 :

Ces budgets feront l'objet de versements mensuels par douzième au moyen d'une dotation globalisée, sous réserve des sommes déjà perçues antérieurement.

Pour l'année 2020, le montant du douzième s'élève à :

147 682,76 € du 1^{er} janvier au 30 septembre

Et à

518 051,56 € à compter du 1^{er} octobre

Article 3 :

Pour l'année 2020, le prix de journée concernant **APEA -Service AEMO à MONTPELLIER** est fixé à :

8,49 €

Article 4:

Les recours éventuels dirigés contre le présent arrêté doivent être introduits dans le délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication et adressés au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale sis à la cour d'appel administrative 17 cours de Verdun 33074 Bordeaux.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 :

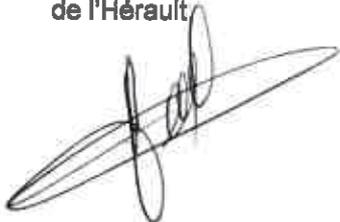
En application des dispositions du III de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault.

Article 7 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse - sud, Monsieur le directeur général adjoint des solidarités départementales, Madame la directrice de l'établissement intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 octobre 2020

Le Président du Conseil départemental
de l'Hérault



Kléber MESQUIDA

Le Préfet de l'Hérault
Pour le préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général



Thierry LAURENT

Arrêtent :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SOAE - Service Observation et Action Educative en Milieu Ouvert à BEZIERS sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en euros | Total en euros |
|-----------------|--|-------------------|---|
| Charges | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 46 330,00 € | 1 228 806,00 € |
| | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel | 1 038 278,00 € | |
| | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure | 144 197,00 € | |
| Produits | Groupe I : Produits de la tarification | 1 211 582,54 € | 1 211 582,54 € (excédent reporté : 17 222,46 €) |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

Article 2 :

Ces budgets feront l'objet de versements mensuels par douzième au moyen d'une dotation globalisée, sous réserve des sommes déjà perçues antérieurement.
Pour l'année 2020, le montant du douzième s'élève à :

127 762,24 € du 1^{er} janvier au 30 septembre
et à
20 574,12 € à compter du 1^{er} octobre

Article 3 :

Pour l'année 2020, le prix de journée concernant le SOAE - Service Observation et Action Educative en Milieu Ouvert à BEZIERS est fixé comme suit à compter du 1^{er} janvier 2020 :

8,92 €

Article 4 :

Les recours éventuels dirigés contre le présent arrêté doivent être introduits dans le délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication et adressés au tribunal Inter-régional de la tarification sanitaire et sociale sis à l'ARS d'Aquitaine, 103 bis rue de Belleville BP 952, 33063 Bordeaux.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 :

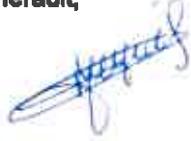
En application des dispositions du III de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault.

Article 7 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse - sud, Monsieur le directeur adjoint des solidarités départementales, Madame la directrice de l'établissement Intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 octobre 2020

Le Président du Conseil départemental
de l'Hérault,



Kléber MESQUIDA

Le Préfet de l'Hérault,
Pour le préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général



Thierry LAURENT

Pour l'exercice budgétaire 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles du C.S.E.B - AEMO à BEZIERS sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en euros | Total en euros |
|-----------------|--|-------------------|---|
| Charges | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 45 000,00 € | 913 321,00 € |
| | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel | 739 821,00 € | |
| | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure | 128 500,00 € | |
| Produits | Groupe I : Produits de la tarification | 864 512,05 € | 864 512,05 € (excédent reporté : 48 808,95 €) |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

Article 2 :

Ces budgets feront l'objet de versements mensuels par douzième au moyen d'une dotation globalisée, sous réserve des sommes déjà perçues antérieurement.

Pour l'année 2020, le montant du douzième s'élève à :

**39 760,96 € du 1^{er} janvier au 30 septembre
et à
168 887,80 € à compter du 1^{er} octobre**

Article 3 :

Pour l'année 2020, le prix de journée concernant le C.S.E.B - AEMO à BEZIERS est fixé comme suit à compter du 1er janvier :

7,90 €

Article 4:

Les recours éventuels dirigés contre le présent arrêté doivent être introduits dans le délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication et adressés au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale sis à l'ARS d'Aquitaine, 103 bis rue de Belleville BP 952, 33063 Bordeaux.

Article 5 :

Une amputation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 :

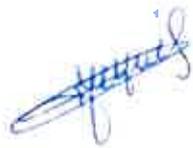
En application des dispositions du III de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département de l'Hérault.

Article 7 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse - sud, Monsieur le directeur adjoint des solidarités départementales, Monsieur le directeur de l'établissement intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 octobre 2020

Le Président du Conseil départemental
De l'Hérault,



Kléber MESQUIDA

Le Préfet de l'Hérault,
Pour le préfet par délégation,
le Secrétaire Général



Thierry LAURENT



PRÉFÈTE DE L'AUDE
PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
PRÉFET DE L'HÉRAULT

**Arrêté n° DREAL-DBMC-2020-283-001 du 09 octobre 2020
de dérogation aux interdictions relatives aux oiseaux protégés,
pour la réalisation de suivis télémétriques de Puffin Yelkouan**

La Préfète de l'Aude

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

Le préfet de l'Hérault

- Vu le Code de l'environnement,
- Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour son application ;
- Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié relatif aux conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral de la préfète de l'Aude n° DPPAT-BCI-2019-157 en date du 13 novembre 2019, donnant délégation de signature à M. Patrick BERG, directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du préfet de l'Hérault en date du 26 novembre 2019, donnant délégation de signature à M. Patrick BERG, directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du préfet des Pyrénées-Orientales en date du 24 août 2020, donnant délégation de signature à M. Patrick BERG, directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 portant sub-délégation de signature de M. Patrick BERG, directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie aux agents de la DREAL Occitanie ;
- Vu l'arrêté modifié du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu la demande présentée par le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé pour la réalisation d'une étude des déplacements marins de l'espèce Puffin Yelkouan – *Puffinus yelkouan* par suivi télémétrique, afin d'analyser les effets de l'implantation de parcs éoliens flottants en mer méditerranée ;
- Vu le dossier technique relatif à la demande de dérogation aux interdictions concernant les espèces protégées, établi par le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé, et joint à la demande de dérogation ;
- Vu les compétences et l'expérience du demandeur et des partenaires de l'étude ;

Vu l'avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature, en date du 2 octobre 2020 ;

Considérant que la demande de dérogation concerne une espèce de faune protégée, le Puffin Yelkouan – *Puffinus yelkouan*, et porte sur la capture, le marquage, le relâcher immédiat sur place de spécimens de cette espèce à des fins de suivi scientifique, ainsi que la réalisation de prélèvements de plumes ;

Considérant que le projet porté par le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé répond à un double intérêt, pour la protection de cette espèce de faune sauvage, et pour la recherche scientifique ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce projet de recherche, car l'étude des déplacements d'oiseaux marins avec une forte précision spatiale sur de longues durées d'enregistrements, nécessite l'équipement télémétrique (GPS) de l'oiseau suite à sa capture en mer ;

Considérant les mesures pour éviter les impacts de ces manipulations sur le Puffin Yelkouan, proposées dans le dossier de demande de dérogation, reprises aux articles suivants ;

Considérant que dans ces conditions, la dérogation est de nature à contribuer au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des populations de Puffin Yelkouan dans son aire de répartition naturelle ;

Considérant que la dérogation n'est pas susceptible de porter atteinte aux spécimens d'espèces protégées concernées, et est sans effet significatif sur l'environnement, elle ne requiert donc pas de participation du public préalable à l'octroi de la dérogation, en application de l'article L123-19-2 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

ARRETE

Article 1 : Nature et objet de la dérogation

Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé, basé 405 route de Prissé la Charrière, 79360 VILLIERS-EN-BOIS, est autorisé à capturer, manipuler, équiper de GPS et relâcher immédiatement des individus de Puffin Yelkouan, dans le périmètre désigné ci-dessous, selon les conditions citées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé est également autorisé à prélever 1 plume de couverture et 2 cm² de l'extrémité de deux rémiges sur chaque spécimen de cette espèce lors des captures, aux fins de réaliser des analyses isotopiques afin de déterminer le régime alimentaire et le statut trophique des oiseaux. Des mesures morphométriques peuvent être réalisées sur chaque oiseau capturé.

L'autorisation est accordée afin d'évaluer l'impact des deux parcs éoliens flottants portés par les sociétés Eol-Med et LEFGL dont l'implantation en mer méditerranée est prévue en 2022. L'étude du Puffin Yelkouan vise dans ce contexte à quantifier aussi précisément que possible l'effet barrière, le risque de collision, la perte d'habitat induite par évitement, ou l'attraction par les structures, induisant un risque de collision.

Périmètre concerné par la dérogation :

Les captures de puffin Yelkouan sont autorisées en mer Méditerranée au large des côtes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Article 2 : bénéficiaires de la dérogation

Les bénéficiaires de la présente dérogation sont :

- Dr David Grémillet,
- Dr Nicolas Courbin.

David Grémillet est le responsable scientifique de cette étude télémétrique du Puffin Yelkouan.

Les partenaires de l'étude du CEBC, notamment les marins professionnels de l'équipe Skravik et les stagiaires appuyant la réalisation de cette étude sont également autorisés par le présent arrêté, dès lors que l'un des bénéficiaires mentionnés ci-dessus est présent lors des captures et manipulations.

Chaque personnel intervenant sur les spécimens vivants est tenu de porter sur soi une copie du présent acte afin de pouvoir la présenter lors d'un éventuel contrôle.

Article 3 : méthodes autorisées par la dérogation

Les modalités de capture sont les suivantes.

Les captures seront, si possible, effectuées en mer à partir d'un catamaran de 15 mètres ou depuis son annexe (semi-rigide motorisé) opérant par mer calme au large de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales.

Les oiseaux seront attirés et concentrés avec des rejets de pêche et/ou du sulfure de diméthyle, un composé naturellement produit par le plancton et utilisé par les puffins pour localiser leurs zones de nourrissage.

Une fois proche du bateau les puffins seront capturés au moyen d'une épuisette ou d'un filet projeté. Alternativement, une ligne munie d'un hameçon dont l'ardillon aura été remplacé par une structure arrondie lui permettant de s'accrocher au bec de l'oiseau, sans le blesser, pourra être utilisée.

Les balises GPS seront fixées sur les oiseaux au moyen d'un harnais de type baudrier confectionné avec un fin ruban en téflon et minutieusement ajusté à la taille de l'oiseau au moment de la capture. Les harnais doivent se défaire naturellement au bout d'un certain temps ne nécessitant pas la recapture des oiseaux.

L'ensemble de la procédure de pose du GPS dure 10-15min, à l'issue de laquelle l'oiseau est relâché. Toutes les précautions nécessaires sont prises afin de minimiser l'impact sur les oiseaux : ils sont manipulés en silence et le plus rapidement possible.

Les personnes manipulant les oiseaux utilisent soit des gants à usage unique remplacés après chaque capture, soit une application cutanée de solution hydro-alcoolique entre chaque manipulation d'oiseau.

Article 4 : période de validité

La dérogation est accordée jusqu'au 31 décembre 2024. Les manipulations sont effectuées à l'automne 2020 (phase de test), puis à partir de 2021 en période printanière, afin de maximiser les probabilités de capture d'oiseaux nicheurs.

Article 5 : Captures accidentelles d'espèces non ciblées

Les spécimens d'autres oiseaux non ciblés par la présente étude, capturés accidentellement, sont libérés immédiatement sur place.

Article 6 : Transmission des données d'observation et publicité des résultats

Un compte rendu annuel détaillé de l'opération est établi.

Ce compte-rendu annuel, ainsi que les éventuels articles afférents aux opérations réalisées sont transmis chaque année à la DREAL Occitanie, avant le 31 décembre de l'année suivant les opérations.

L'ensemble des données brutes récoltées dans le cadre de ce suivi sont considérées comme publiques et mises à disposition, sans dégradation, des services de l'État et de tout naturaliste ou scientifique souhaitant les exploiter, au plus tard 6 mois après leur récupération. Le site internet www.movebank.org ou un site équivalent est utilisé aux fins de mises à disposition de ces données.

Article 7 : Publications et communications

Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé précise dans le cadre de ses publications et communications diverses que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale, s'agissant d'une espèce protégée.

Article 8 : Autres accords ou autorisations

La présente autorisation ne dispense pas d'autres accords ou autorisations qui pourraient être par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération.

Article 9 : Modifications ou adaptations des mesures et méthodes - Incidents

Toute modification substantielle est portée à la connaissance de la DREAL par le demandeur. Le cas échéant, ces modifications pourront faire l'objet d'arrêtés modificatifs. Elles ne deviendront effectives qu'après leur approbation par la DREAL ou la notification d'un arrêté modificatif.

Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé est tenu de déclarer aux services de l'Etat mentionnés à l'article 12, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents survenus dans les activités de capture faisant l'objet de la présente dérogation, qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Article 10 : Mesures de contrôles et sanctions

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement. Ces agents et ceux des services mentionnés à l'article 12 ont libre accès aux installations, ou activités faisant l'objet de la présente dérogation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 11 : Droits de recours et informations des tiers

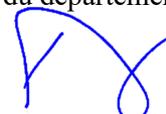
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans le délai des deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs. Dans le même délai, un recours gracieux peut être formé devant la préfète de l'Aude, le préfet de l'Hérault ou le préfet des Pyrénées-Orientales, ou un recours hiérarchique devant la ministre de la transition écologique et solidaire – Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature – Tour Séquoïa – 92055 La Défense CEDEX. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant deux mois vaut rejet de la demande).

Article 12 : Exécution

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires et de la mer, et les chefs des services départementaux de l'Office Français de la biodiversité, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Montpellier, le 09/10/20

Pour la Préfète et les Préfets et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le chef du département Biodiversité



Frédéric DENTAND



Affaire suivie par : PP
Téléphone : 04 67 88 34 00
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 02 octobre 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20 III 088

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour l'établissement secondaire de la société «Atout Box»

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code du commerce, notamment les articles L.123-11-2 et suivants, et R.123-166-1 et suivants ;
- VU** le code monétaire et financier, notamment les articles L.561-2, L.561-37 à L.561-43 et R.561-39 à R.561-50 ;
- VU** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- VU** le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R.561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;
- VU** le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R.123-166-1 à R.123-166-5 du code du commerce) ;
- VU** le dossier de demande d'agrément d'un établissement secondaire présenté par Mr VERDU José, agissant pour le compte de la société « **Atout Box** », en sa qualité de Président;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1634 du 24 décembre 2019, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que la société dénommée « **Atout Box Castelnaud** » dont le siège social est : 79 avenue Clément Ader 34170 Castelnaud-Le-Lez dispose d'un établissement secondaire sis : 836 avenue Joliot Curie 30900 Nîmes;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L.123-11-3 du code du commerce ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La société dénommée « Atout Box », exploitée par Mr VERDU José, agissant en sa qualité de Président est autorisée à exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement secondaire sis : 836 avenue Joliot Curie 30900 Nîmes, dont le siège social et l'établissement principal sont situés 79 avenue Clément Ader 34170 Castelnaud-Le-Lez.

ARTICLE 2 : L'agrément préfectoral de l'établissement secondaire est établi sous le numéro DOM/34/2020/136, pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R.123-166-2 et R.123-166-4 du même code du commerce.

ARTICLE 4 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° à l'article R.123-166-2 du code du commerce ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet.

ARTICLE 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au Président de la société susvisée.

Le sous-préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Sous-Préfecture de Lodève,
Bureau des Préventions et de la Réglementation,**

Affaire suivie par : PP
Téléphone : 04 67 88 34 00
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 02 octobre 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20-III-085

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour l'établissement principal de la société «Bureaux and Co Sète»

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code du commerce, notamment les articles L.123-11-2 et suivants, et R.123-166-1 et suivants ;
- VU** le code monétaire et financier, notamment les articles L.561-2, L.561-37 à L.561-43 et R.561-39 à R.561-50 ;
- VU** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- VU** le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R.561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;
- VU** le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R.123-166-1 à R.123-166-5 du code du commerce) ;
- VU** le dossier de demande d'agrément présenté par Monsieur GANIVENQ Olivier agissant pour le compte de la société « Bureaux and Co Sète », en sa qualité de Président;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-728 du 18/06/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L.123-11 du code du commerce ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La société dénommée « **Bureaux and Co Sète**», exploitée par Monsieur GANIVENO Olivier agissant en qualité de Président est agréée pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement principal dont le siège social est situé 547 quai des Moulins espace Don Quichotte à Sète (34200).

ARTICLE 2 : L'agrément préfectoral est établi sous le numéro **DOM/34/2020/133**, pour une durée de **six ans** à compter du **02 octobre 2020**.

ARTICLE 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R.123-166-2 et R.123-166-4 du même code du commerce.

ARTICLE 4 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° à l'article R.123-166-2 du code du commerce ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet.

ARTICLE 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au Président de la société susvisée.

Le sous-préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE



Affaire suivie par : PP
Téléphone : 04 67 88 34 00
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 02 octobre 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20-III-086

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour l'établissement principal de la société «Bureaux and Co Bellegarde»

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code du commerce, notamment les articles L.123-11-2 et suivants, et R.123-166-1 et suivants ;
- VU** le code monétaire et financier, notamment les articles L.561-2, L.561-37 à L.561-43 et R.561-39 à R.561-50 ;
- VU** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- VU** le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R.561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;
- VU** le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R.123-166-1 à R.123-166-5 du code du commerce) ;
- VU** le dossier de demande d'agrément présenté par Monsieur El Ouachmi Nordine agissant pour le compte de la société « Bureaux and Co Bellegarde», en sa qualité de Président;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-728 du 18/06/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L.123-11 du code du commerce ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La société dénommée « **Bureaux and Co Bellegarde**», exploitée par Monsieur El Ouachmi Nordine agissant en sa qualité de Président est agréée pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour leur établissement principal dont le siège social est situé 1 chemin de Borie à Castelnau-le-Lez (34170).

ARTICLE 2 : L'agrément préfectoral est établi sous le numéro **DOM/34/2020/134**, pour une durée de **six ans** à compter du **02 octobre 2020**.

ARTICLE 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R.123-166-2 et R.123-166-4 du même code du commerce.

ARTICLE 4 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° à l'article R.123-166-2 du code du commerce ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet.

ARTICLE 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au Président de la société susvisée.

Le sous-préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE



Affaire suivie par : PP
Téléphone : 04 67 88 34 00
Mél : sp-lodeve-reglementation@herault.gouv.fr

Lodève, le 12/10/2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20-III-087

Agrément pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour l'établissement secondaire de la société «META SERVICES PRO»

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code du commerce, notamment les articles L.123-11-2 et suivants, et R.123-166-1 et suivants ;
- VU** le code monétaire et financier, notamment les articles L.561-2, L.561-37 à L.561-43 et R.561-39 à R.561-50 ;
- VU** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;
- VU** le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions (articles R.561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;
- VU** le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R.123-166-1 à R.123-166-5 du code du commerce) ;
- VU** le dossier de demande d'agrément d'un établissement secondaire présenté par Madame DARDAINE-BOZZARELLI Roxanne, agissant pour le compte de la société « **Méta Services Pro** », en sa qualité de Présidente ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1634 du 24 décembre 2019, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

Considérant que la société dénommée « **Méta Services Pro** » dont le siège social est : 12, rue Saint Sernin à CORNEILHAN (34490) dispose d'un établissement secondaire sis : 43, boulevard d'Angleterre à Béziers (34500) ;

Considérant que le dossier constitué à l'appui de cette demande répond aux conditions fixées par les textes susvisés pour exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises et notamment l'article L.123-11-3 du code du commerce ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La société dénommée « **Méta Services Pro** », exploitée par Madame DARDAINE-BOZZARELLI Roxanne est autorisée à exercer l'activité de domiciliataire d'entreprises pour son établissement secondaire sis : 43, boulevard d'Angleterre à BEZIERS (34500), dont le siège social et l'établissement principal est situé : 12, rue Saint Sernin à CORNEILHAN (34490).

ARTICLE 2 : L'agrément préfectoral de l'établissement secondaire est établi sous le numéro **DOM/34/2020/135**, pour une durée de **six ans** à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Tout changement substantiel, toute création d'établissement secondaire par l'entreprise domiciliataire doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'agrément dans les conditions prévues aux articles R.123-166-2 et R.123-166-4 du même code du commerce.

ARTICLE 4 : Dès lors que les conditions prévues aux 3° et 4° à l'article R.123-166-2 du code du commerce ne sont plus respectées, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le préfet.

ARTICLE 5 : Le sous-préfet de Lodève est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à la présidente de la société susvisée.

Le sous-préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Direction territoriale Rhône Saône
Direction – Pôle juridique et marchés

Affaire suivie par : Fabrice JURY
Responsable adjoint du Pôle juridique et marchés

Montpellier, le 12 octobre 2020

2 rue de la quarantaine – 69321 Lyon cedex 5
04 72 56 59 46

pjm.dir.rhonesaone@vnf.fr – fabrice.jury@vnf.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 - 01 - 1198

ARRÊTÉ DE DÉCLARATION D'ABANDON D'UN BATEAU

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et R. 4313-14 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1127-3 :

« Le présent article s'applique à tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant abandonné sur le domaine public fluvial.

L'abandon se présume, d'une part, du défaut d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial et, d'autre part, de l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien, ou de l'absence de propriétaire, conducteur ou gardien à bord.

L'abandon présumé du bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant est constaté par les agents mentionnés à l'article L. 2132-23. Le constat est affiché sur le bien concerné et notifié au dernier propriétaire s'il est connu, en même temps qu'une mise en demeure de faire cesser l'état d'abandon.

Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté ou s'il n'a pas pris les mesures de manœuvre ou d'entretien nécessaires pour faire cesser l'état d'abandon, dans un délai de six mois, l'autorité administrative compétente déclare abandonné le bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant et en transfère la propriété au gestionnaire du domaine public fluvial concerné. Le gestionnaire peut procéder à la vente du bien à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ou procéder à sa destruction à l'expiration de ce même délai, si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente » ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté de déplacement d'office n°2016-I-749 en date du 21 juillet 2016 pris par le préfet de l'Hérault concernant le bateau « EL GOLEA » sans immatriculation visible et sans propriétaire connu ;

VU le constat d'abandon dressé le 18 décembre 2019, affiché depuis le 06 mars 2020 à l'arrière du bateau sans immatriculation visible et sans propriétaire connu ayant pour devise « EL GOLEA » ;

Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34062 MONTPELLIER Cedex 2

Modalités d'accueil du public : www.herault.gouv.fr/ @Prefet34

CONSIDERANT que le bateau sans immatriculation visible et sans propriétaire connu ayant pour devise « EL GOLEA » est laissé à l'abandon sur le domaine public fluvial, au PK 46.905, rive droite du canal du Rhône à Sète, zone dite du Centre d'Exploitation, commune de Palavas-les-Flots, département de l'Hérault (34) ;

CONSIDERANT qu'aucun propriétaire, gardien ou conducteur n'a pris les mesures pour faire cesser l'état d'abandon ;

CONSIDERANT qu'aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté pour proposer des mesures permettant de mettre fin à l'absence d'autorisation d'occuper le domaine public fluvial ;

CONSIDERANT qu'en raison de son état d'abandon, la présence de ce bateau porte atteinte à l'intégrité du domaine public fluvial ;

SUR proposition de Madame la Directrice territoriale de Voies navigables de France Rhône-Saône ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le bateau sans immatriculation visible et sans propriétaire connu ayant pour devise « EL GOLEA », stationné au PK 46.905, rive droite du canal du Rhône à Sète, zone dite du Centre d'Exploitation, sur la commune de Palavas-les-Flots, est déclaré à l'état d'abandon sur le domaine public fluvial.

Article 2 :

La propriété dudit bateau est transférée à la Direction territoriale Rhône-Saône de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, qui pourra procéder à sa vente ou à sa destruction si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date du présent arrêté.

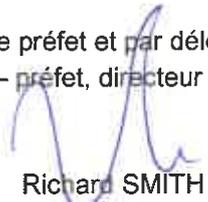
Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un recours peut être déposé via l'application Télé-recours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Directrice de la Direction territoriale Rhône-Saône de Voies navigables de France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous – préfet, directeur de cabinet


Richard SMITH



Direction
Territoriale
Rhône Saône

Direction
Pôle juridique et
marchés

Lyon, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Préfet de l'Hérault
Préfecture de l'Hérault
34 Place Martyrs de la Résistance
34000 MONTPELLIER

Mail :
martine.huger@herault.gouv.fr
lucie.beziat@herault.gouv.fr
vincent.desoutter@herault.gouv.fr



Objet : Projet de déclaration d'abandon – Bateau abandonné à Palavas-les-Flots

Référence : Bateau « EL GOLEA » sans immatriculation et sans propriétaire connu
PK 46.905 rive droite du canal du Rhône à Sète à Palavas-les-Flots

Affaire suivie par Fabrice JURY – Responsable adjoint du pôle juridique et marchés
Téléphone : 04.72.56.15.69 – Courriel : fabrice.jury@vnf.fr

Pièces jointes : - PJ n°1 : Projet de déclaration d'abandon bateau « EL GOLEA » au PK 46.905 à Palavas-les-Flots
- PJ n°2 : Constat d'abandon du 18 décembre 2019
- PJ n°3 : Arrêté de déplacement d'office du bateau « EL GOLEA » - 21 juillet 2016
- PJ n°4a : Photo du bateau « EL GOLEA » - 06 mars 2020
- PJ n°4b : Photo du constat affiché - 06 mars 2020

Monsieur le Préfet,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation d'un bateau sans immatriculation visible et sans propriétaire connu ayant pour devise « EL GOLEA », stationnant sans autorisation et sans surveillance au PK 46.905, en rive droite du canal du Rhône à Sète, sur le territoire de la commune de Palavas-les-Flots, département de l'Hérault (34).

Ce bateau n'a manifestement pas fait l'objet de mesures de manœuvre ou d'entretien depuis plusieurs années. Les photos ci-jointes montrent en effet qu'il n'est à l'évidence pas entretenu.

A cet égard, et en ce sens, je vous indique que ce bateau, qui gênait la navigation intérieure, a déjà fait l'objet d'un arrêté de déplacement d'office en date du 21 juillet 2016.

Malgré cette mesure de police, aucun propriétaire ne s'est manifesté et partant aucune manœuvre ou mesure d'entretien n'a été prise, ni constatée par les services de VNF. Outre l'atteinte à l'intégrité du domaine public fluvial et aux missions d'entretien de celui-ci par VNF, une telle situation peut inciter des propriétaires à stationner illégalement sur le secteur.

2 rue de la Quarantaine - 69321 Lyon cedex 05
T. +33 (0)4 72 56 59 00 F. +33 (0)4 72 56 59 01 www.vnf.fr

Ces faits démontrent que le bateau ayant pour devise EL GOLEA est complètement laissé à l'état d'abandon.

Aussi, le 18 décembre 2019, un agent de VNF dûment assermenté a établi le constat d'abandon ci-joint, affiché depuis le 06 mars 2020 à l'arrière dudit bateau.

Malgré les démarches entamées par les services de VNF, ce bateau étant sans immatriculation connue et visible, aucun propriétaire n'a été identifié et le constat d'abandon n'a donc pas pu être notifié.

À ce jour, le bateau abandonné est toujours sans surveillance sur le domaine public fluvial. En vertu du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L.1127-3, et compte tenu des éléments ci-dessus énoncés, je propose de faire application de la procédure d'abandon à l'encontre de ce bateau.

VNF pourra ainsi en récupérer la propriété et l'évacuer du secteur à l'endroit duquel il est abandonné illégalement.

J'ai donc l'honneur de soumettre à votre signature le projet d'arrêté de déclaration d'abandon ci-joint.

Je vous remercie de bien vouloir procéder à la publication au recueil des actes administratifs de la déclaration d'abandon. Je vous précise que VNF ne peut pas effectuer de publication au RAA, n'étant pas un service de l'État.

Je vous remercie par ailleurs de bien vouloir nous retourner les déclarations d'abandon à l'adresse suivante :

**VNF – DIR – PJM
2 rue de la Quarantaine
69 321 LYON Cedex 05**

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de ma considération distinguée.



Le directeur territorial adjoint

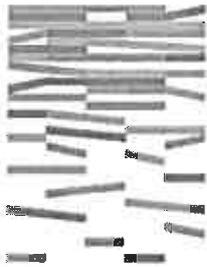
Olivier NOROTTE

CONSTAT D'ABANDON DE BATEAU

Direction
Territoriale
Rhône Saône

Direction des
Subdivisions

Subdivision de
Frontignan



Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 1127-3 :

"Le présent article s'applique à tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant abandonné sur le domaine public fluvial.

L'abandon se présume, d'une part, du défaut d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial et, d'autre part, de l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien, ou de l'absence de propriétaire, conducteur ou gardien à bord.

L'abandon présumé du bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant est constaté par les agents mentionnés à l'article L. 2132-23. Le constat est affiché sur le bien concerné et notifié au dernier propriétaire s'il est connu, en même temps qu'une mise en demeure de faire cesser l'état d'abandon.

Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté ou s'il n'a pas pris les mesures de manœuvre ou d'entretien nécessaires pour faire cesser l'état d'abandon, dans un délai de six mois, l'autorité administrative compétente déclare abandonné le bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant et en transfère la propriété au gestionnaire du domaine public fluvial concerné. Le gestionnaire peut procéder à la vente du bien à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ou procéder à sa destruction à l'expiration de ce même délai, si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente".



Caractéristiques du bateau

Type : bateau
Couleur coque : blanche et rouge
Couleur pont : blanc

Coordonnées GPS :
43°32'00.5"N 3°54'52.7"E

Je soussigné Philippe SCHNEIDER, agent dûment assermenté et commissionné constate ce jour que le bateau sans immatriculation portant une devise « EL GOLEA », stationné commune de Palavas-Les-Flots, département de l'Hérault, PK 46.905, rive droite du canal du Rhône à Sète, zone dite du Centre d'Exploitation, est laissé à l'abandon sur le domaine public fluvial.

Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne se présente auprès de la subdivision dans un délai de six mois à compter du présent affichage, la propriété de ce bateau sera transférée au gestionnaire du domaine public fluvial qui pourra procéder à sa vente ou à sa destruction à l'expiration d'un délai supplémentaire de deux mois.

Fait à Frontignan, le 18 décembre 2019



M. Philippe SCHNEIDER,
Subdivisionnaire adjoint

Pointe Caramus - 34110 Frontignan
T. +33 (0)4 67 46 65 80 F. +33 (0)4 67 43 00 24 www.vnf.fr



25 JUL. 2016

DEV

ARRÊTÉ DE DEPLACEMENT D'OFFICE D'UN BATEAU

2016-I-749

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault,

Vu les articles L 4244-1 et R 4244-1 du Code du transport :

Considérant que le bateau sans immatriculation visible, portant la devise EJ. GOLJA, sans propriétaire connu, stationne sans autorisation et sans surveillance sur le domaine public fluvial, au PK 56,600 rive gauche du canal du Rhône à Sète, commune de Vic la Gardiole, dans le département de l'Hérault ;

Considérant que ce bateau compromet la conservation, l'utilisation normale et la sécurité des usagers des eaux intérieures :

Considérant que l'amarre de poupe est défectueuse et que le bateau, tenu par la seule amarre de proue, dérive au milieu du chenal navigable :

Considérant qu'aucune mise en demeure n'est requise en cas de péril imminent :

Considérant la nécessité de mettre fin à cet état de fait :

Sur proposition de Mme la Directrice territoriale de Voies Navigables de France Rhône Saône .

DECIDE

Article 1 – Il est procédé d'office dans les plus brefs délais au déplacement du bateau sans immatriculation visible portant la devise EJ. GOLJA, stationné sans surveillance au P.K 56,600 canal du Rhône à Sète, rive gauche, pour le stationner au centre de Palavas-les-Flots PK 47,870 rive droite du canal du Rhône à Sète.

Article 2 – Ce déplacement est exécuté par la Direction territoriale Rhône Saône, qui au besoin pourra faire appel à une entreprise.

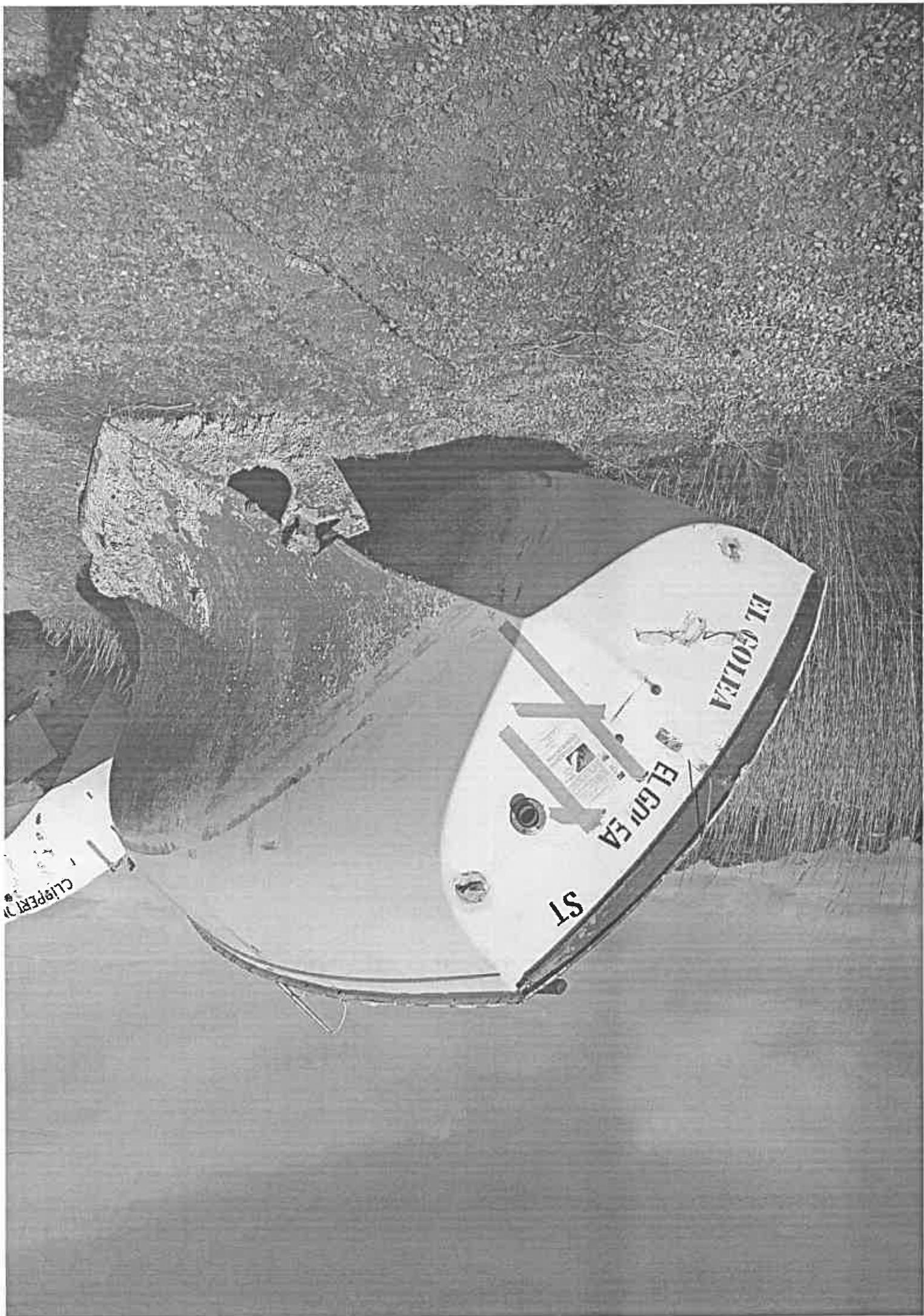
Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 – Mme la Directrice de la Direction territoriale Rhône-Saône est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera affiché sur le bateau et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 21 JUIL. 2016

Le Préfet



EL GOMIA

EL GOM EA

ST

CLIPPER

EL GUR EA

CONSTITUTIONAL RIGHTS

CONSTITUTIONAL RIGHTS



CONSTITUTIONAL RIGHTS

CONSTITUTIONAL RIGHTS